



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2020-01-01/2020-01-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Le 1^{er} janvier.

Lutte contre Ebola : faible engagement en milieu universitaire de Butembo. Selon le professeur Augustin Kahindo Muhesi, enseignant à l'Université catholique du Graben et consultant en communication dans la lutte contre Ebola au compte de l'Unicef, certaines pratiques qui sont à la base de la contamination d'Ebola ont été observées dans le milieu universitaire, pourtant interdites par le personnel soignant. « Les kits de lavage des mains n'ont pas été utilisés à bon escient. Aujourd'hui, il y a des universités où (...) on ne trouve pas ces kits fonctionner ». Ce qui (preuve) qu'effectivement il y a eu faiblesse en termes d'engagement communautaire. En outre, les gens se saluaient à la main pendant de grandes manifestations universitaires, « en oubliant qu'Ebola sévissait » dans la zone.

Le rétablissement de la paix en RDC, priorité de Félix Tshisekedi pour 2020. « La conquête de la paix sur l'ensemble du territoire national, par l'éradication de l'insécurité va constituer ma première priorité jusqu'au rétablissement effectif de la paix totale dans notre pays. Car, sans la paix et la sécurité, notre population ne pourra pas pleinement contribuer au Développement de notre pays », a souligné le chef de l'Etat. Il a clairement cité Beni, Butembo au Nord-Kivu, le moyen plateau de Minembwe au Sud-Kivu et quelques contrées du pays où sévissent les groupes armés. Le chef de l'État a aussi appelé tous les Congolais à cultiver les valeurs d'amour, de solidarité et de générosité ; à bannir le tribalisme, la haine, l'égoïsme, le népotisme et surtout à œuvrer pour la justice sociale. La RDC va célébrer le 30 juin 2020 ses 60 ans de l'accession à la souveraineté nationale et internationale. A cette occasion, Félix Tshisekedi pense qu'il est approprié de « revisiter le chemin parcouru et envisager des perspectives meilleures. » « Au regard de l'état de lieu actuel, il me paraît urgent de nous remettre en question sur le modèle de la nation que nous voulons construire. Nos pères de l'indépendance ont toujours rêvé de construire une puissance économique au cœur de l'Afrique, assise sur des valeurs d'amour, de tolérance et de partage », a déclaré le Président congolais. Il invite tous les Congolais à réfléchir et « à apporter sa réponse dans la concrétisation de ce rêve. » Il a aussi promis de poursuivre le défi de la gratuité, l'amélioration de la qualité du programme des enseignements, et la prise en charge des enseignants. **Félix Tshisekedi promulgue le budget 2020 chiffré à environ 11 milliards USD.** La loi des finances s'inscrit dans l'optique de la mise en œuvre en année pleine, du programme du Gouvernement adopté par l'Assemblée nationale le 6 septembre 2019. Ce programme couvre les 5 années de la mandature et tient compte des idées forces du Président de la République pour le développement et l'émergence de la RDC retracées dans son discours d'investiture du 24 janvier 2019. Il s'articule autour de 15 piliers regroupés en 4 grands secteurs à savoir la politique, défense et sécurité, économie et finances, reconstruction, social et culturel.

Lutte contre l'insécurité à Butembo : un mouvement citoyen apporte des vivres aux Fardc. Le mouvement citoyen Nzenge Amani a apporté lundi 30 décembre un lot de vivres et non vivres aux militaires congolais engagés dans les opérations Sukola 1. Il s'agit d'une assistance remise dans le cadre de la campagne de collecte en faveur de l'armée et les victimes des massacres de Beni. « Il y a 400 kilos de haricot, 500 kilos du riz, des habits et des médicaments. Nous sommes pacifiques. Nous avons senti que les Fardc ont été mal vus dans Beni et Butembo », a affirmé Georges Musowa.

Kongo-Central : Felix Tshisekedi appelé à faire respecter la déchéance du gouverneur Matubuana. Vingt-trois des vingt-quatre députés provinciaux opposés à la gestion du gouverneur Atou Matubuana, demandent au Président de la République, Félix Tshisekedi, à faire respecter la motion de défiance votée contre le gouverneur. Depuis le 4 décembre dernier, les membres de l'Assemblée provinciale du Kongo-Central avaient initié une motion et ont destitué le gouverneur Atou Matubuana. Ce dernier et son vice, sont impliqués dans une histoire de scandale sexuel.

Décès du peintre Roger Botembe. Le peintre congolais Roger Botembe est mort mardi 31 décembre en Afrique du Sud. L'illustre disparu a beaucoup contribué à l'art congolais et formé plusieurs artistes de renom.

Kinshasa : les Eglises ont attiré du monde au réveillon de la Saint Sylvestre. C'est un jour de fête pour certains, de prières pour d'autres mais aussi une journée toute ordinaire pour beaucoup d'autres. Dans les communes de Bandalungwa et Ngiri-Ngiri, plusieurs Eglises ont attiré du monde à l'aube du nouvel an. C'est le cas de l'Eglise Porte de l'Espérance à Ngiri-Ngiri. Selon quelques fidèles interrogés, en tant qu'enfant de Dieu, il est important de passer le réveillon d'une nouvelle année dans la présence de Dieu. Sur l'avenue Nyangwe dans la commune de Lingala, certains Kinois ont passé le réveillon de 2020 dans des bars. Mais les tenanciers des bistrotts se plaignent de ne pas faire l'affaire.

Butembo : des productions musicales le jour de l'an pour "redonner confiance" à la population. Le réveillon de la fête de nouvel an a été marqué par de nombreuses productions musicales. C'est le cas de la kermesse de la paix qui a ouvert ses portes depuis le 20 décembre dernier au village royal à l'Auberge. Dans la nuit du 31 décembre 2019 au 1er janvier 2020, l'ambiance festive a régné à cet endroit jusqu'au petit matin. A travers cette activité, un des organisateurs, la société d'électricité ENK affirme vouloir redonner confiance à la population meurtrie de la région de Beni-Butembo. Cette activité réunie des milliers des Bobolais depuis son ouverture. Sa fermeture est prévue le 5 janvier 2020.

Nouvel an à Bukavu : après les cultes religieux, c'est la méditation en famille. Nombreuses familles sont restées terrées chez elles après la messe où la majorité s'est rendue tôt le matin. Plusieurs autres familles sont sans abris et méditent sur leur sort. Il s'agit principalement des habitants des quartiers secoués par des éboulements dans les trois communes de la ville de Bukavu. Des maisons construites sur des sites impropres se sont écroulées, d'autres ont été inondées et d'autres encore ont été abandonnées à la suite du danger qui menace les sites déclarés impropres à la construction.

Nouvel an : à Kananga, on se presse dans les lieux de culte pour «rendre grâce à Dieu». En ce premier jour de l'année, les habitants de Kananga se sont rendus en grand nombre ce matin dans les lieux de culte. Cris de joie et cantiques amplifiés par des instruments de musique montent de plusieurs coins de la ville. C'était déjà le cas pendant la nuit. Plusieurs églises ont organisé des veillées de prière.

Ituri : 7 assaillants tués dans des combats avec l'armée à Muvaramu. Sept assaillants ont été tués mercredi 1er janvier, le jour de l'an, lors des combats sur le lac Albert entre les Forces navales et le groupe armé Codeco vers la localité de Muvaramu en territoire de Djugu (Ituri). Des affrontements ont également été signalés le matin du nouvel an entre les forces terrestres et ces hommes armés au village de Jogoo en secteur de Walendu Djatsi dans la même entité territoriale.

Nouvel an : Goma a fêté sans incident sécuritaire. Dans les quartiers les plus chauds comme, Ndosho, Kyeshero, Mugunga, Mabanga-Sud et Majengo dans ses blocs Buene et Turunga, les habitants affirment avoir passé leur réveillon dans la quiétude. Au cœur de la ville quelques feux d'artifices ont illuminé le ciel alors que dans les quartiers les plus insécurisés, les jeunes ont bravé la peur en brulant des pneus en signe de réjouissance du nouvel et pour dire adieu à l'année 2019. Dans le quartier commercial Birere près du centre-ville, c'est la même ambiance de joie.

Jeudi 2 janvier.

L'opposition juge Félix Tshisekedi très mal placé pour dire que tout va aller mieux en 2020 (Porte-parole Lamuka). D'après Steve Kivuata, le chef de l'Etat est encore resté dans le déni de la vérité en voulant faire croire au peuple qu'il veut une justice sociale alors que plus deux cent mille enseignants ne sont pas payés, les routes sont dans un mauvais état, il y a des inondations, et les populations sont massacrées à l'est. « Il nous parle toujours de la lutte contre la corruption, il est incapable de trouver de solution à la disparition de 15 millions de dollars où son propre cabinet est mis en cause et plusieurs

autres dossiers entre autres des marchés de gré à gré qui sont attribués à travers la complicité de certains membres de son cabinet, malheureusement il est très mal placé pour nous dire que tout va aller mieux en 2020 pendant qu'il n'a montré aucun signe de bonne foi. Nous estimons qu'il va continuer dans sa politique des promesses. Nous allons encore une fois constater son échec, nous allons le suivre point par point parce que la présidence qu'il a, il ne l'a pas méritée », conclut Steve Kivuata.

Félix Tshisekedi : « confessons la grandeur du Congo ». La Prospérité signale que le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a invité le peuple congolais à travailler à construire un pays dont ils sont fiers. Le Président de la République insiste, en effet, sur la culture des valeurs d'amour, de solidarité et de générosité, tout en bannissant le tribalisme, la haine, l'égoïsme et le népotisme. Pour ce qui est de l'aspect sécuritaire, Tshisekedi Tshilombo affirme, que la conquête de la paix sur l'ensemble du territoire national par l'éradication de l'insécurité constitue et va constituer, à coup sûr, sa première priorité jusqu'au rétablissement effectif de la paix totale dans le pays. « Sans la paix et la sécurité, notre population ne pourra pas pleinement contribuer au développement de notre pays, ce don de Dieu. »

La société civile du Maniema demande aux autorités compétentes de rétablir la paix en 2020. La province du Maniema a connu plusieurs problèmes liés entre autres à l'insécurité en 2019. Plusieurs personnes ont été kidnappées et tuées, des milliers de familles se sont déplacées, des églises ont été incendiées et plusieurs enfants ne vont plus à l'école à cause de l'insécurité qui sévit dans plusieurs territoires de la province. Le président de la société civile force vive du Maniema appelle le Président de la République et toutes les autorités compétentes de rétablir la paix dans la province du Maniema en 2020.

Le pasteur André Bokundoa déclare « 2020, l'année de la justice divine en faveur de la RDC et de son peuple ». Le président de l'Eglise du Christ au Congo (ECC), le pasteur André, dans sa lettre pastorale, décrit la situation socio-politique et sécuritaire du pays comme étant préoccupante. Il cite le faible pouvoir d'achat des Congolais, l'insuffisance de moyens politiques des gouvernants pour améliorer les conditions de vie des citoyens, l'insécurité grandissante dans l'Est de la RDC dont le massacre de 6 millions de Congolais qui constituerait un "génocide." « Nous traversons des moments très difficiles de l'histoire de notre pays et de son peuple. Toutes les attentes de la population, ses rêves les plus légitimes semblent encore demeurer dans l'incertitude car l'espoir d'améliorer le social des congolais apparaît un très long chemin à parcourir », a-t-il déploré. Face à cette situation, l'Eglise du Christ au Congo dénonce des incompréhensions alimentées par des manœuvres politiciennes de certains compatriotes qui poussent la situation sociale des populations de mal en pis.

Nord-Kivu : la chanteuse Voldie Mapenzi invite la population à lutter efficacement contre Ebola. L'artiste musicienne de Goma, Voldie Mapenzi, a appelé la population du Nord-Kivu à prendre en compte toutes les pratiques recommandées pour éradiquer la maladie à virus Ebola. Elle a lancé cet appel lors de son concert livré à Butembo, le 01 janvier, pendant que deux nouveaux cas d'Ebola ont été confirmés et notifiés, dans l'aire de santé de Matanda. Pour Voldie Mapenzi, c'est la population qui doit combattre la maladie à virus Ebola. Elle ne doit pas la prendre à la légère. « Je n'ai jamais eu peur à me lancer pour combattre cette maladie, qui tue des milliers de personnes. Tout ce que j'ai c'est la musique que je peux partager pour leur donner espoir car la population a besoin de cette détente pour oublier leur crainte », a-t-elle poursuivi.

Goma : trois criminels condamnés à la perpétuité pour incendie mortel. Le tribunal de grande instance de Goma a condamné à la perpétuité une bande de criminels, au cours d'une audience en flagrance le week-end dernier. Les personnes condamnées étaient impliquées dans l'incendie volontaire d'une habitation ayant causé la mort de cinq personnes au quartier Mabanga-Nord, la semaine dernière. Le tribunal a condamné les trois prévenus à la perpétuité et au paiement d'une somme de 30 000 dollars américains allouée au titre des dommages et intérêts.

Crise institutionnelle : les dirigeants de l'Ituri, Sankuru, Haut-Lomami et Kongo-Central convoqués à Kinshasa. L'invitation du vice-premier ministre et ministre de la Justice fait suite à la décision du Conseil des ministres du 6 décembre dernier. Elle se conforme à la lettre référencée du 10 décembre du Premier ministre, relative à la mise en place d'une commission ad hoc chargée d'examiner et proposer des voies de sortie à la crise institutionnelle qui prévaut dans ces provinces. Les gouverneurs de ces provinces font l'objet de motions votées par les organes délibérants les démettant de leurs fonctions pour diverses raisons. Mais, ils n'ont toujours pas accepté de se plier à la décision de leurs assemblées.

Sud-Kivu : les enseignants des écoles conventionnées menacent d'aller en grève. Les enseignants des écoles conventionnées du Sud-Kivu préviennent les parents d'élèves, cinq jours avant la fin des vacances de Noël et du Nouvel An, qu'il n'y aura pas de rentrée scolaire le 6 janvier 2020 tant que les 138 000 enseignants nouvelles unités et non payés de la province ne seront pas provisoirement pris en charge sur fonds propres de la province, en attendant que le processus amorcé par le gouvernement central aboutisse totalement. Pour le président provincial du Syndicat national des écoles catholiques,

le gouvernement provincial porte la lourde responsabilité pour n'avoir pas tenu compte du cahier des charges lui remis par les enseignants avant les vacances.

Vendredi 3 Janvier.

Une trentaine de miliciens se désolidarisent du groupe FPP/AP à Lubero. L'ONG locale JAPED (Jeunes ambassadeurs de la paix et du développement de la RDC) déclare avoir désolidarisé une trentaine de combattants du groupe armé Mai-Mai FPP/AP du général autoproclamé Kasereka alias, Kabindon, mercredi 1er janvier à Kinyatsi, environ 10 km au nord de Lubero-Centre (Nord-Kivu). Selon le président de cette organisation, Disciple Makasi, ces combattants ont accepté cet appel à déposer les armes pour participer à la restauration de la paix. Leur reddition fait suite à un très long processus de sensibilisation et de conscientisation mené auprès de ces combattants dans leurs camps et Etat-major, avec des messages de la paix. Ils disent être fatigués de conditions de vie difficile menée dans la brousse. Ils déclarent donc abandonner la lutte armée pour servir sous le drapeau, rapporte la même source. Le groupe armé Mai-Mai FPP/AP est actif au Sud de Lubero.

L'AFDC-A sollicite la médiation du Cardinal Ambongo pour mettre fin à son dédoublement. « Nous avons saisi la justice mais malheureusement vous voyez que la justice met beaucoup de temps, ça fait six mois, sept mois depuis que la justice a reçu toutes les preuves, toute la documentation mais elle ne semble pas avancer. C'est pourquoi nous avons résolu de recourir à son éminence pour jouer le rôle de la réconciliation, pour jouer le rôle de la médiation, pour que nous soyons rétablis dans nos droits, nos droits constitutionnels, nos droits légaux », a rapporté le sénateur Modeste Bahati, autorité morale de l'AFDC-A. La question de paternité de l'AFDC-A divise les membres fidèles à Modeste Bahati et ceux de Nene Nkulu.

18 miliciens des groupes Ethiopie et Yakutumba se rendent à l'armée. Une première vague de combattants s'est rendue aux Fardc du secteur opérationnel SOKOLA 2 au Sud du Sud-Kivu. Ce lot est composé de seize miliciens du groupe armé Ethiopie et de deux de la milice Yakutumba. Selon l'armée, il s'agit des miliciens qui opéraient entre le territoire de Kabambare, dans la province du Maniema et le territoire de Fizi, au Sud de la province du Sud-Kivu. Ces miliciens se sont rendus avec neuf armes Ak 47 et des munitions. L'armée interpelle les groupes armés locaux d'Uvira et de Fizi-Itombwe d'emboîter les pas du groupe Ethiopie.

Ituri : 21 jours sans Ebola à Mambasa. Aucun nouveau cas confirmé de la maladie à virus Ebola n'a été enregistré depuis le 10 décembre à Biakato et Lwemba dans le territoire de Mambasa en Ituri. Ce progrès est dû à la prise de conscience de la population de l'existence de cette maladie et la présence des casques bleus de la Monusco et des Fardc pour sécuriser la zone.

Le sang de Mamadou Ndala doit se venger pour que Beni retrouve la paix (Julien Paluku). Le commandant du 42^e bataillon commando des Fardc, le général Mamadou Ndala, a été abattu le 2 janvier 2014 dans une embuscade tendue par des hommes armés non loin de l'aéroport de cette ville. « Nous rendons hommage à tout le travail qu'il a pu faire, pour tout ce qu'il a fait, et le témoignage que je vous livre ici démontre que Mamadou est vivant. Il est vivant parce que beaucoup de jeunes gens ont nourri l'ambition de défendre la République parce qu'ils ont vu un jeune, ils ont vu un patriote, ils ont vu quelqu'un qui s'est livré, qui a mobilisé la population », a dit Julien Paluku, l'ancien gouverneur du Nord-Kivu. « Il a nourri l'espoir d'un Congo qui peut se faire et se refaire à partir de ses élites. Et je crois que 6 ans après, Beni pleure Mamadou, Beni regrette Mamadou », a pleuré Julien Paluku. La cérémonie du dévoilement de la pierre tombale du général Mamadou Ndala s'est déroulée en présence des autorités musulmanes, de la veuve et ses enfants.

Nord-Kivu : retour au calme après une vive tension à Mayi-Moya. Selon les habitants de Mayi-Moya, ce jour de l'an a été gâché par ces coups de feu, parce que tout le monde a cru à une incursion des rebelles ougandais des ADF. La population a alors décidé de manifester jeudi matin pour demander que justice soit faite pour tous les policiers auteurs de ce trouble dans cette localité. Pour le commandant territorial de la police, le colonel Jean-Pierre Wumbi, l'acte des policiers est condamnable.

Selon lui, la police et l'armée doivent chercher à restaurer l'autorité de l'Etat et « non agir en gangster ou en hors la loi. Je leur demande de respecter les droits de l'homme. » Satisfaite d'arrestation des policiers auteurs de ce trouble, la société civile locale demande que la justice militaire fasse correctement son travail.

Kananga : six personnes meurent foudroyées à Luiza. Six personnes sont mortes foudroyées le 31 décembre en fin d'après-midi dans un quartier de la périphérie de la cité de Luiza au Kasai-Central. Pendant que les 6 personnes étaient regroupées dans la cuisine, la foudre a frappé, tuant tous les occupants de la maison. Les cinq enfants, un garçon et quatre filles, étaient tous âgés de moins de 7 ans. D'autres drames similaires ont été enregistrés au cours de l'année passée à Luiza.

La RDC est en danger, alerte le Cardinal Ambongo. Le prélat catholique pense qu'il y a risque de la partition du pays, si l'on n'y prend garde. Selon le Cardinal, des populations d'origine rwandophone et ougandophone sont en train d'être déversées dans l'Est et occupent des champs et maisons abandonnés par des autochtones qui fuient la guerre. « C'est remarquable quand vous êtes sur le terrain. Le constat montre très clairement que l'objectif de tous ces comportements, c'est la balkanisation de notre pays ». Il a aussi indiqué que l'armée est infiltrée par des étrangers, les frontières sont poreuses, les chefs coutumiers sont dépossédés de leurs pouvoirs. « Il appartient aux autorités de Kinshasa de prendre en charge ce genre des questions. Donc, le grand problème pour nous, c'est de renforcer les fonctions régaliennes pour pouvoir protéger nos frontières dans l'Est et éviter qu'il y ait de nouveaux venus qui soient déversés chez nous ».

Les jeunes de l'Ituri demandent à Félix Tshisekedi de dissoudre l'assemblée provinciale. Cette structure citoyenne a déposé, vendredi 3 janvier, une pétition de plus de 100 000 signatures à la Présidence de la République. « Alors qu'il y avait plus de 80 investisseurs pour la province de l'Ituri, les députés provinciaux ont signé cette motion [contre le gouverneur Bamanisa], alors que ces investisseurs allaient créer 25 000 emplois », a déclaré Sylvain Ageno, coordonnateur de cette pétition. Cette motion contre le gouverneur Bamanisa la population n'est pas concernée par la démarche de l'assemblée provinciale. « Le pouvoir des députés est fondé sur l'article 5 de la Constitution qui stipule que tout pouvoir émane du peuple. Il fallait que ces élus de l'Ituri interrogent le peuple. Nous étions en train de chercher 100 000 signatures mais nous sommes déjà au-delà (...) Les assemblées provinciales doivent comprendre qu'elles doivent travailler en faveur de la population et non pour leurs propres intérêts. Je félicite la population qui a dénoncé les intérêts partisans constatés au sein de notre assemblée provinciale », a poursuivi Sylvain Ageno.

Samedi 4 janvier.

SOS de l'ONG FORFA en faveur des sinistrés de Shabunda et de l'Ituri. L'ONG Foyer œcuménique pour la restauration de la famille en Afrique (FORFA) lancé vendredi 3 janvier au cours d'un point de presse à Kinshasa, un appel au gouvernement pour débloquer des fonds en faveur des victimes d'intempéries à Shabunda (Sud-Kivu) et en Ituri. Selon le coordonnateur de cette structure, maisons, centres de santé et écoles ont été emportés par les intempéries d'il y a plus de six mois à Shabunda, mais les fonds sollicités du gouvernement ne sont toujours pas décaissés. Les fonds sollicités pour la réponse humanitaire étaient de 800 millions et de 971 millions de francs congolais respectivement pour Shabunda et Ituri.

Ituri : la population déserte la localité de Lwemba sous menaces des Maï-Maï. Ces miliciens Maï-Maï jettent de tracts et envoient des messages téléphoniques pour annoncer une attaque imminente dans cette localité de Lwemba de Mambasa. Des sources locales indiquent que ces menaces sont prises au sérieux par les habitants, qui ont été victimes d'attaques de ces miliciens il y a une semaine. Cette situation les oblige à désertier le milieu. Certains ont fui vers Biakato et Mambasa-centre. D'autres se rendent à Beni, dans le Nord-Kivu. Ce mouvement est observé ; alors que la présence de l'armée venait d'être renforcée dans la zone. Pour les habitants, ce dispositif sécuritaire ne rassure pas. Selon eux, plusieurs personnes ont été tuées et leurs biens pillés lors de différentes attaques de ces hors-la-loi, dont certains se dissimulent parmi la population.

Shabunda : activités paralysées après arrestation d'un leader de la société civile. Lulingu est l'une des zones minières les plus réputées au Sud-Kivu, avec un trafic très intense. «A Shabunda, dans l'ensemble du territoire, il y a paralysie d'activités commerciales et de tous les autres services. Cela est dû à l'arrestation du président de la société civile noyau de Lulingu. Il avait annoncé une suspension de la perception illégale d'une taxe de service du Comité national de protection contre le rayonnement ionisant (CNPRI), qui demandait 10 USD par tonne. Cette taxe n'a pas été perçue à Shabunda, parce qu'on a constaté que c'était une taxe illégale, qui n'a même pas de preuve de paiement ». La division des mines est restée injoignable pour justifier la légalité de la taxe qui pose problème.

Engins explosifs à Butembo : les autorités appellent la population à la vigilance ; Le maire de Butembo (Nord-Kivu) appelle les parents à prévenir leurs enfants contre le ramassage de tout objet sur la route et dont l'origine n'est pas connue. Cet appel a été lancé vendredi 3 janvier après la découverte de trois engins explosifs dans la ville et ses environs. Le premier explosif est celui qui a causé, dimanche dernier, la mort de sept personnes, membres d'une même famille à Munoli. Cet engin, ramené à la maison par un enfant de la famille victime, a explosé pendant sa manipulation. L'autre engin est une grenade ramassée le mardi à la sortie sud de la ville de Butembo. Le troisième a été retrouvé mercredi, dans la vallée située entre Ngengere en commune de Kimemi, et Musimba.

Tanganyika : la route Moba-Selenge fermée à la circulation des véhicules. Le tronçon routier Moba-Selenge sur l'axe Moba-Pweto dans la province du Tanganyika est fermé à la circulation des véhicules. La décision a été prise jeudi 2 janvier par les autorités locales. Les opérateurs économiques, pour leur part, saluent cette décision. « Nous avons adhéré à cette

idée-là de nous mettre ensemble et de contribuer juste pour faire travailler sur les points chauds », a affirmé l'un d'eux. La période du 23 au 31 décembre 2019, deux camions, dont celui de l'Office des routes, s'étaient renversés sur cette route.

Ituri : 4 morts dans une embuscade attribuée aux Maï-Maï Codeco, dans la localité d'Adye dans le territoire de Djugu à une centaine des km de Bunia. Les victimes sont des déplacés qui provenaient de la localité de Bule pour se ravitailler en produits de première nécessité. Elles ont été arrêtées par ces malfrats. Ces derniers, ont tiré plusieurs coups de feu sur ces personnes, dont trois hommes et une femme. Toutes sont mortes sur place. Avant de se retirer en brousse, ils ont emporté des biens de ces déplacés, dont une moto. Les corps des victimes ont été acheminés à Rule.

Ituri : les autorités provinciales rendent hommages aux martyrs de l'indépendance. Les Fardc sont déterminées à faire face à tout groupe armé actif dans les territoires de Djugu et Mambasa, a affirmé le gouverneur intérimaire de l'Ituri, Ibrahim Uchircan Bule, samedi 4 janvier à Bunia au cours de la cérémonie de commémoration de la journée dédiée aux Martyrs de l'indépendance de la RDC. « Nous avons voulu rendre hommage à tous ces vaillants soldats, qui sont tombés pour la paix ; particulièrement dans la province de l'Ituri, où nos vaillants soldats continuent à se battre pour la paix », a-t-il déclaré.

Dimanche 5 janvier.

Nommé PCA de la SNCC, Gabriel Kyungu attribue le retard de son entrée en fonction « aux formalités d'usage ». Sept mois après sa nomination comme Président du Conseil d'administration (PCA) de la Société nationale de chemin de fer du Congo (SNCC), Antoine Gabriel Kyungu wa Kumwanza n'est toujours pas entré en fonction. Aux termes des ordonnances présidentielles lues lundi 3 juin 2019 sur la télévision nationale, Gabriel Kyungu wa Kumwanza avait été nommé président du conseil d'administration de la SNCC et Albert Yuma, reconduit à ce poste à la Gécamines. Pour Kyungu, ce retard ne le « désarme » pas : « Je ne suis pas né de la dernière pluie en politique, j'en connais les tenants et les aboutissements. Cela ne peut pas me désarmer. Je reste dans le camp de Félix Tshisekedi Tshilombo. Le reste, c'est de la distraction. »

Bas-Uélé : 61 agents du Saemape accusent 38 mois d'arriérés de salaire. Soixante et un agents du Service d'assistance et d'encadrement de l'exploitation minière à petite échelle (SAEMAPE), affectés dans le Territoire de Bondo dans le Bas-Uele, dénoncent « l'injustice sociale » dont ils seraient victimes de la part de leur Direction générale à Kinshasa. Ils disent accuser un retard de paiement de salaire de 38 mois, entre décembre 2012 et décembre 2019. Ils dénoncent aussi des inégalités salariales constatées au sein du Saemape. Ils s'insurgent également contre la privation des indemnités diverses ainsi que le manque d'avancement en grade en dépit de plusieurs années d'ancienneté. Toujours selon ces agents, les retenues sont opérées sur leurs salaires en guise de contributions mensuelles sur la sécurité sociale depuis une décennie. Cependant, ils ne reçoivent aucune preuve de certification d'enregistrement à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

Nord-Kivu : bilan controversé des cas d'accidents de circulation routière à Butembo en 2019. La police nationale congolaise (PNC) et la Commission nationale de prévention routière (CNPR) ne s'accordent pas sur le bilan d'accidents de circulation routière enregistrés en 2019 dans la ville de Butembo en 2019. La Police parle d'une centaine de cas avec dix-sept décès. Mais la CNPR avance un bilan plus lourd d'au moins cinq cents cas d'accidents pour plus de cent décès. Toutefois, les deux sources restent convergentes sur les causes de ces accidents qui se résument au non-respect du nouveau code de la route, l'excès de vitesse et l'ivresse au volant.

Beni : le Cepadho appelle la classe politique « à servir jusqu'au sacrifice suprême ». La RDC a commémoré, le 4 janvier, le 61e anniversaire des martyrs de l'indépendance. A Beni, aucune activité publique n'a été organisée. Mais le Cepadho a profité de cette date pour demander à la classe politique congolaise de pérenniser les acquis de cette journée à travers l'amour de la patrie. « Ce n'est pas en exploitant le pays, en exploitant les plus démunis, les plus pauvres pour être heureux qu'on peut aider ce pays. Je pense que c'est la leçon la plus grande qu'on puisse tirer de tous ceux qui ont donné leurs vies pour que ce pays accède à son indépendance. C'est à travers ce que nous offrons au pays que nous pouvons le libérer. Ce n'est pas à travers ce que nous gagnons, ce que nous tirons au quotidien au pays sans lui offrir quoi que ce soit que nous pouvons espérer que le pays aille de l'avant », a conseillé le coordonnateur du Cepadho.

Ituri : l'armée lance une offensive contre un groupe armé à Ngongo et Lipri, à environ 35 km de Bunia (Ituri). L'objectif est de mettre fin aux activités criminelles de ce groupe dans ces deux milieux. Le Porte-parole de l'armée en Ituri, indique qu'un groupe d'hommes armés dont l'identité n'est pas encore connue, cherche à s'organiser dans ces localités. Certains habitants ont commencé à désertier leurs villages, à la suite de ces combats.

Lundi 6 janvier.

Ituri : « Les FRPI n'ont pas l'intention de revenir dans des hostilités et des violations », affirme le STAREC. « Les éléments armés de la Force de résistance patriotique de l'Ituri FRPI n'ont pas l'intention de revenir dans des hostilités et des violations parce qu'ils sont déjà près cantonnés au niveau des sites. Ils affirment qu'ils attendent la décision du gouvernement pour sortir et garantir une paix durable. Pour eux, il n'y a pas des preuves qui attestent qu'ils sont derrière ces attaques », a indiqué Jean-Marc Mazio, chargé de mission du STAREC en Ituri. Cependant, note Jean-Marc Mazio, « les FRPI ont soulevé aussi le fait que dans la zone il y a des éléments incontrôlés, mais ont réitéré leur attachement au processus ».

« Face à la tentative de balkaniser la RDC : le Cardinal Ambongo appelle à la conscience nationale ». L'archevêque de Kinshasa qui revient d'une visite pastorale dans le diocèse de Butembo-Beni, du 27 au 31 décembre 2019, a interpellé les autorités politiques sur le danger que le pays court, tout en mettant en garde contre le risque balkanisation de la République Démocratique du Congo, rapporte Le Phare. Il s'est inquiété des déplacements massifs des populations à l'Est du pays et a demandé aux Chefs d'Etat du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi d'arrêter de déverser leurs ressortissants dans cette région, pour les faire passer pour des Congolais d'origine, ajoute le journal. Pour l'archevêque métropolitain de Kinshasa, il faut que l'exécutif national mette tout en œuvre pour convaincre les pays voisins de la RDC à ne plus déverser leurs populations au pays. Le cardinal Ambongo fait remarquer que le pays est en danger.

Kinshasa : tension entre policiers et étudiants de l'Unikin. Les étudiants de l'Université de Kinshasa (UNIKIN) manifestent ce lundi 6 janvier matin sur le site universitaire. Ils protestent contre les disparités dans la fixation de frais académiques. Les montants fixés par le ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire ne correspondent pas à ceux fixés par l'administration universitaire. La police est déployée sur place pour éviter les débordements.

Kinshasa : 3 détenus meurent à la prison centrale de Makala, faute de soins appropriés. Les trois personnes décédées étaient tous des prévenus, et de ce fait, pas encore été jugées. Ils étaient terrassés par la famine et manquaient de médicaments, indique la Fondation Bill Clinton pour la paix. Dans un Etat de droit, indique l'ONG, lorsqu'un prévenu meurt en prison, l'Etat doit des explications à sa famille, jusqu'au dédommagement. Ce qui n'est pas le cas en RDC. La Fondation recommande aux familles éprouvées de porter plainte contre le gouvernement et le ministère public en vue d'être dédommagées. Elle fait remarquer aussi que 8 218 prisonniers de la prison centrale de Makala et 3000 de la prison militaire de Ndolo à ce jour manquent de nourritures et n'ont pas accès aux soins de santé.

Kasaï-Oriental : 13 nouveaux cas de choléra enregistrés à Mbuji-Mayi. Un de ces malades est décédé. Ces cas proviennent de zones de santé de Lukelenge, Bonzola et Dibindi. D'après le médecin chargé de la maladie au Kasaï-Oriental, la carence d'eau potable est à la base de cette résurgence des cas de choléra à Mbuji-Mayi. Dr Jean-Pierre Sumba rassure de la disponibilité des intrants pouvant faire face à cette maladie. Il fait remarquer que la tendance est à la baisse.

Des immondices jonchent les artères de Kinshasa, malgré l'opération Kin-Bopeto. Trois mois après le lancement de l'opération Kin-Bopeto, le centre-ville de Kinshasa reste toujours très sale. Sur presque toutes avenues, des immondices sont entassées, soit dans des sacs, soit à ciel ouvert offrant un spectacle désolant aux passants. Les passants peuvent apercevoir des anciennes poubelles installées par l'ex-Premier ministre Matata Ponyo trouées et débordées par des immondices. Le Chef de l'Etat congolais, Felix Antoine Tshisekedi, avait lancé l'opération Kin-Bopeto le 19 octobre 2019, lors d'une cérémonie grandiose à la place Bakayau dans la commune de Bandalungwa. Ce programme, initié par le gouverneur de Kinshasa, Gentiny Ngobila, a pour objectif de rendre la ville propre.

Ituri : l'armée dit avoir tué 16 miliciens à Ngongo et Lipri. Ce bilan est donné par le commandant secteur opérationnel de l'armée dans cette province, général Chiviri Amuli, dans une conférence de presse lundi 6 janvier avant-midi à Bunia. Ces opérations ont été lancées depuis deux jours par les forces loyalistes aux villages de Ngongo et Lipri, avant de s'étendre ce lundi matin dans d'autres localités notamment Rity et Nyangarayi. Selon le commandant du secteur opérationnel des FARDC en Ituri, l'objectif de l'armée est de déloger ces assaillants qui cherchaient à s'organiser dans cette zone pour commettre des exactions contre la population locale. Ces combats ont entraîné le déplacement de plusieurs familles, composées essentiellement des femmes et des enfants.

Des officiers militaires appuient la milice NDC/Rénové (Experts de l'ONU). Le Nduma Defense of Congo (NDC/Rénové), un groupe armé actif dans le territoire de Masisi et Rutshuru (Nord-Kivu) continue de recruter des combattants et de croître, ont révélé les experts de l'ONU dans un rapport. Dans leur rapport, présenté le 22 novembre 2019

au comité du Conseil de sécurité de l'ONU, ces experts affirment également que le NDC/Rénové a co-existé avec les forces armées de la RDC et recevrait des armes et munitions de certains officiers congolais. Selon les experts de l'ONU, ce groupe armé est opérationnel malgré le mandat d'arrêt émis contre Guidon Shimiray Mwissa, chef du NDC/R, par l'auditorat militaire supérieur près la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu. Le Groupe d'experts onusiens a pu établir également que certains officiers de l'armée régulière avaient notamment transféré des armes et des munitions au NDC-R. Le porte-parole de l'armée, général major Léon Richard Kasonga, promet de répondre à ces allégations après la lecture dudit rapport de l'ONU.

Nord-Kivu : l'église Ceca appelle la population à soutenir l'offensive des Fardc contre les groupes armés. La 20e Communauté évangélique au centre de l'Afrique a invité la population, les politiciens, les autorités administratives et l'armée à vaincre les ennemis de la paix au Nord-Kivu. Cet appel a été lancé lors d'une séance de prière organisée par la Ceca, dimanche 5 décembre à Beni, pour soutenir les forces armées engagées au front dans cette partie du pays. Les autorités administratives, les élus provinciaux et nationaux de la province du Nord-Kivu ainsi que les forces armées ont assisté au culte. Ils ont tous décidé de s'unir pour appuyer les Fardc engagées sur différents fronts. « Si on peut avoir des traîtres au sein de l'armée, aidez-nous à les sortir de l'armée. S'il y a des traîtres dans le chef des politiciens, aidez-nous à les dénoncer. Mais, moi, j'ajoute aussi, s'il y a des traîtres au sein de la population, dénonçons-les. On ne peut pas avancer avec les traîtres, ça ne doit pas nous donner la victoire ».

Les professeurs de l'Unikin décident de suspendre les activités académiques, « jusqu'à nouvel ordre ». Cette mesure est prise à la suite des tensions qui ont prévalu l'avant-midi entre les policiers et les étudiants de cet établissement universitaire. Les étudiants ont manifesté dans la rue pour protester contre les disparités dans la fixation des frais académiques à l'Unikin. Selon eux, les montants fixés par le ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire ne correspondent pas à ceux fixés par l'administration universitaire. Ces frais sont évalués à 485 000 Franc congolais pour les classes montantes et 495 000 Francs congolais pour les débutants. Les étudiants de l'Unikin voudraient payer le montant fixé par le Ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire estimé à 164 000 francs congolais. Dans ce mouvement de protestation, les étudiants ont brûlé plusieurs édifices dont le siège de l'APUPN, la Banque commerciale du Congo (BCDC), le Rectorat, le secrétariat général académique, les services de finances et de budget, rapporte le professeur Matthieu Bokolo. **9 blessés, dont 2 policiers.**

Sept personnes ont été grièvement blessées dans des accrochages entre policiers et étudiants de l'Unikin. Selon la Police nationale congolaise (PNC), qui donne ce bilan, deux policiers ont aussi été légèrement blessés. **Sylvestre Ilunga appelle les étudiants à s'abstenir de tout comportement qui peut favoriser des actes de vandalisme,** par « des inciviques infiltrés parmi eux ». « Le Premier ministre rappelle aux communautés estudiantines que les frais académiques ont été fixés de façon consensuelle en concertation entre les parties prenantes dans le cadre du conseil de partenaires (COPA), à savoir le comité de gestion, l'Association de professeurs, l'Association du corps scientifique, l'association du personnel administratif et technique, la coordination estudiantine. Tout désaccord devrait être examiné dans ce même cadre, de façon consensuelle, dans l'harmonie et la bonne humeur qui caractérisent les communautés des étudiants ».

Kongo-Central : la population manifeste contre l'insécurité à Kimpese. Les manifestants scandaient des chansons patriotiques avec drapeaux et calicots à la main, a témoigné le président de la société civile de Songololo. Ce dernier a par ailleurs déploré « la répression violente » par la police de cette « marche pacifique ». D'après les manifestants, il ne se passe pas une nuit sans qu'il y ait des cas d'assassinat, viols, les vols à main armée et l'activité des coupeurs des routes.

Janvier 7 mardi

Mort des prisonniers à Makala, le ministère de la Justice rejette la responsabilité à celui des Finances. Le ministère de la Justice se dit préoccupé par la mort de trois détenus à la prison centrale de Makala à Kinshasa. Dans une interview, le vice-ministre de la Justice, Bernard Takayite, affirme que le ministre des Finances refuse de débloquer les fonds pour ravitailler les prisons, en dépit de plusieurs démarches effectuées. Trois personnes sont mortes à la prison centrale de Makala, le 5 janvier 2020, à la suite d'une pénurie en nourriture et en médicament, selon l'alerte lancée par la Fondation Bill Clinton pour la paix. Cette structure interpelle le gouvernement et le ministère public à venir en aide aux pensionnaires des prisons.

Unikin : certains étudiants accusent les éléments de la police d'avoir pillé leurs biens. « Les policiers sont entrés dans les chambres. Ils sont en train de faire un pillage systématique. Ils viennent de voler mes deux téléviseurs, l'ordinateur, les habits, ... Il y a des filles qui ont été violées au Home 150 », dénonce un étudiant. Concernant ces allégations de viols et pillages attribuées aux policiers, le général Sylvano Kasongo, commissaire provincial de la police, a promis de s'exprimer dans les heures qui suivent après enquêtes.

Tanganyika : le procureur Jacques Kahindo chassé de Manono. La population ainsi que les animateurs de la société civile de Manono ont obtenu ce qu'ils voulaient : le départ du procureur Jacques Kahindo. Son départ intervient au bout d'une série des manifestations entamées depuis une semaine par les deux branches de la société civile locale. L'administrateur de territoire en charge des affaires politiques, Justin Batangali, a réussi à calmer les esprits. C'est au cours d'un rassemblement organisé lundi matin qu'il a confirmé le départ du chef de parquet. L'administrateur de territoire, Pierre Mukamba en mission de service à Kalemie, appelle pour sa part la société civile au dialogue dans la gestion des affaires touchant à la population. « La société civile lui reproche la partialité et l'inefficacité avec lesquelles il gère l'appareil judiciaire. Ici chez nous, le pauvre n'a pas raison ; il monnaie les dossiers de viol et fait parfois des réparations civiles entre les deux parties ».

Le FCC appelle à « l'indispensable coopération internationale » pour neutraliser les groupes armés. « Deux conditions sont indispensables pour libérer nos frères du Kivu et de l'Ituri des tueries récurrentes des terroristes opérant dans la région. D'abord, l'indispensable coopération internationale dans la lutte contre ces terroristes. Car l'idéologie djihadiste dépasse le cadre du Congo et mérite d'être intégrée dans la lutte universelle des Etats pour la paix dans le monde. Ensuite, il faut obtenir l'adhésion de la population locale, victime d'odieux chantages de la part de ces criminels sans foi ni lois », a déclaré André-Alain Atundu, communicant de cette plateforme politique FCC, au cours d'un point de presse.

Kisangani : la production de la centrale de Tshopo a chuté de 15 à 2,5 mégawatts (Kitambala Tabu). « Actuellement, nous produisons 2,5 mégawatts. Mais la ville en demande 40. C'est ainsi que nous n'alimentons que les points stratégiques de la ville : l'hôpital général de référence, les cliniques universitaires, les deux morgues qui se trouvent à l'hôpital général et aux cliniques universitaires, l'hôpital cinquantenaire, la Regideso et autres points stratégiques (...) Depuis le 26 décembre, nous avons connu une panne sur le groupe numéro 3 de la centrale hydroélectrique de la Tshopo. C'est ainsi que sur les trois machines installées à la centrale de Tshopo, il n'y avait que deux machines qui fonctionnaient », a affirmé le directeur provincial de la Société nationale d'électricité (SNEL) dans la Tshopo, Alphonse Kitambala Tabu.

Kisangani : début de l'identification des taximen-motos. Le ministère provincial de transports et voies de communication de la Tshopo a lancé lundi 6 novembre l'opération d'identification gratuite des motocyclistes de Kisangani. Elle va se dérouler jusqu'au 6 février prochain dans toutes les six communes urbaines avant de s'étendre à l'intérieur de la province. Le ministre des transports et voies de communication, Jean-Pierre Litema, précise que cette opération a été lancée pour mettre hors d'état de nuire les bandits qui utilisent des motos dans leurs opérations. Le ministre provincial prévient également que, hormis les conducteurs des motos taxis, tout détenteur de moto de transport personnel est également concerné par cette identification.

Kalemie : 17 ex-miliciens rendent leurs armes à la Monusco. Selon le commandant de la compagnie d'auto-défense Ethiopia, Bonheur Masudi Muhemedi, trente personnes se sont rendues à la Monusco après les contacts établis au village de Kalonda Kibuyu. Parmi elles, dix-sept miliciens d'auto-défense, huit femmes et cinq enfants. Lors de leur reddition, ces ex-combattants ont également remis six chargeurs et environ deux cents cartouches. Le commandant de Fardc chargé des opérations et renseignements, a profité de l'occasion pour lancer un appel aux autres miliciens à emboîter leurs pas. Le groupe de Bonheur Masudi était resté actif dans la zone frontalière couvrant le Maniema et la province du Tanganyika, plus précisément dans la chefferie Tumbwe, en territoire de Kalemie.

Goma : le gouverneur Nzanzu dénonce la présence des criminels burundais, ougandais et rwandais. Le gouverneur du Nord-Kivu, Carly Nzanzu Kasivita, a appelé lundi 6 janvier la population de Goma à la vigilance face à la montée de la criminalité dans cette ville et ses environs. Il a également dénoncé l'existence d'un réseau des criminels en provenance du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi, qui opéreraient à Goma avec la complicité locale et en utilisant des armes louées sur place. L'appel du gouverneur a été lancé alors que l'inspection provinciale de la police présentait une quarantaine des présumés criminels arrêtés, parmi lesquels des kidnappeurs d'enfants. Carly Nzanzu Kasivita a aussi demandé à la justice de bien jouer son rôle, pour que les coupables soient sévèrement sanctionnés et que les familles des victimes, surtout les enfants enlevés, puissent obtenir justice.

Procès du meurtre des experts de l'ONU : des tirs entendus dans le périmètre de la cour militaire à Kananga, alors qu'une audience du procès des présumés meurtriers des experts de l'ONU se tenait. Pour l'heure, ni l'origine ni les raisons de ces tirs ne sont connues. Au niveau du parquet militaire, il n'y a pas de commentaire pour le moment. Une enquête devrait être menée pour tenter de comprendre ce qui s'est réellement passé, confie cependant une source pénitentiaire. Juste après ces tirs, l'audience de la cour militaire a été suspendue sur demande du ministère public.

Ituri : 3 nouveaux cas d'Ebola à Mambasa, 63 jours après. Le coordonnateur de riposte en Ituri, Christophe Shako, a précisé que ces malades étaient déjà admis au centre de traitement local et que plus de 200 personnes contactées étaient déjà identifiées. Christophe Shako a promis la poursuite des investigations pour contenir la maladie. Il a demandé à la population locale de garder son calme, toutes les personnes contactées par les malades étant connus.

Unikin : nouveaux accrochages entre étudiants et policiers. Peu avant midi, l'Université de Kinshasa présentait le visage d'une cité à part en état de guerre. Les affrontements entre policiers et étudiants ont semé terreur et désolation. Dès l'aube, les étudiants ont intensifié la colère qu'ils expriment depuis la veille. Ils ont ajouté les barricades à toutes les entrées du campus, empêchant véhicules et motos de traverser ou d'accéder sur le site universitaire. Aux abords du campus, on pouvait voir la fumée s'élevait au ciel d'un peu partout. Troncs d'arbres, pneus, et bancs enflammés jonchaient la chaussée à toutes les entrées de l'université. Pendant que la police lançait les gaz lacrymogènes et tirait en l'air des balles en caoutchouc pour disperser les étudiants, ces derniers répliquaient par des jets des pierres.

Nord-Kivu : la population appelée à « doubler de vigilance » pour sa sécurité à Beni. Elles ont lancé cet appel mardi 7 janvier, après avoir constaté que les rebelles ougandais des ADF ont changé leurs modes opératoires. Désormais, ils attaquent avec des grenades qu'ils larguent sur la population dans les quartiers et même au centre-ville de Beni. Au-delà de doubler la vigilance, la population doit également alerter les services compétents sur tout mouvement inhabituel constaté dans les coins de la ville, a-t-il préconisé.

« Congo en avant » soutient le dialogue pour résoudre l'insécurité dans l'Est. Le parti politique de l'opposition, « Congo en avant » demande au Président de la République de convoquer des consultations nationales qui aboutiraient à une table ronde afin de mettre un terme aux tueries dans l'Est de la RDC et à l'instabilité des institutions du Pays. Son président, Médard Kankongolo a déclaré : « La guerre ne se gagne pas seulement avec des armes. Mais aussi par une cohésion nationale » Il s'indigne qu'il y ait certains Congolais qui fêtent à Kinshasa et ailleurs, alors que d'autres populations sont tuées à balles réelles ou à la machette.

Unikin : toutes les activités suspendues « jusqu'à nouvel ordre », décide Thomas Luhaka. Toutes activités au sein de l'Université de Kinshasa sont suspendues jusqu'à nouvel ordre, a décidé mardi 7 janvier le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), Thomas Luhaka. Dans sa décision contenue dans un communiqué de presse, il ordonne aussi le délogement de tous les étudiants qui occupent les résidences universitaires endéans 48 heures. « Passé ce délai, recours sera fait aux forces de l'ordre », prévient le ministre de l'ESU, qui annonce une opération d'identification des étudiants régulièrement inscrits, avant d'opérer une réinstallation rapide des étudiants dans les homes. Thomas Luhaka demande aux autorités compétentes de la Police nationale congolaise (PNC), des services de sécurité et de la Justice, de procéder « le plus rapidement possible » à l'identification et à l'arrestation des auteurs des forfaits perpétrés par les étudiants.

Ituri : les inondations détruisent 600 maisons dans 5 villages à Mahagi. Des sources locales renseignent que c'est depuis un mois que la population a constaté la montée des eaux du lac Albert. Ces eaux ont envahi cinq camps de pêche de Kolokoto, Mahagi-port, Tongo, Wikidi et Muguma. Hormis les maisons détruites, les victimes parlent de trois cents latrines et plus de cent étalages de poissons endommagés. Les pêcheurs signalent que quatre cents pirogues ont également été détruites lors de cette catastrophe naturelle. Les victimes de cette inondation se sont déplacées vers d'autres villages proches. Selon l'administrateur du territoire de Mahagi, Alfred Bongwalanga, cette montée des eaux est due au changement climatique. Les dispositions sont en train d'être prises pour venir en aide aux sinistrés.

Mercredi 8 janvier.

Unikis : les professeurs suspendent les activités académiques et de recherche. L'Association des professeurs de Kisangani décident de suspendre toutes les activités académiques et de recherche « jusqu'à nouvel ordre » au sein de cet établissement universitaire. Les professeurs renoncent aussi à la prime locale et exigent un salaire décent du gouvernement congolais. Ils décident également de leur retrait immédiat du Conseil de partenaires (Copa) : « Nous ne voulons plus discuter avec les étudiants sur la prime. Quelle est cette université au monde où le comité de gestion, les différents corps discutent avec les étudiants pour payer les frais » ? se demande le président de l'Unikis, Pr Antoine Ngute. Les étudiants de l'Unikis ont manifesté lundi 6 janvier 2020 contre la fixation des frais académiques qu'ils considèrent exorbitants. Ils estiment que le prix fixé par leur comité de gestion est supérieur à celui de 164 000 Fc (96 USD) proposé par le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire. Les professeurs de l'Unikis ont déploré, lors de ces manifestations des « actes de barbarie ayant entraîné des agressions morales, physiques et des dégâts matériels importants. »

L'épidémie de rougeole en RDC dépasse le seuil de 6000 déc. « Nous faisons tout notre possible pour maîtriser cette épidémie. Pourtant, pour vraiment réussir, nous devons nous assurer qu'aucun enfant ne court le risque inutile de mourir d'une maladie facilement évitable par la vaccination. Nous exhortons nos partenaires donateurs à intensifier leur assistance d'urgence », a déclaré le Dr Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. Sous le leadership du ministère de la Santé de la RDC, rappelle-le communiqué, l'OMS, Gavi, l'Alliance du vaccin et d'autres agences et partenaires ont vacciné plus de 18 millions d'enfants de moins de 5 ans à travers le pays en 2019. Cependant, dans certaines zones, la couverture vaccinale systématique reste encore faible, tandis que 25 % des cas de rougeole enregistrés concernent les enfants de plus de 5 ans, qui sont les plus vulnérables. Pendant l'année 2019, 310 000 cas suspects de rougeole ont été notifiés.

Goma : la prison centrale de Munzenze en rupture de stocks de nourriture. « La situation alimentaire est vraiment déplorable au niveau de la prison centrale de Goma. Depuis trois mois, nous sommes en rupture de stock. On peut donner des médicaments, mais quand les détenus ne mangent pas, cela pose de sérieux problèmes sur la santé de ces personnes qui sont en détention à la prison centrale. Si rien n'est fait en urgence, nous risquons de connaître des catastrophes. Parce qu'actuellement nous avons environ 2500 détenus dans une situation déplorable ». Cette même situation est observée dans la prison de Walikale dans la même province du Nord-Kivu, depuis plus d'une année.

Kasaï-Central : des ONG dénoncent les tracasseries militaires à Demba. D'après ces ONG, les exactions sont signalées sur les tronçons routiers, où les militaires arrêtent arbitrairement les gens et leur font payer des amendes non justifiées. Pour franchir la barrière érigée, chaque piéton, cycliste, motocycliste était contraint au paiement de la « taxe de passage » allant de 500 francs congolais à 20 000 francs. L'Association congolaise des droits de l'homme au Kasaï Central dénonce, dans le même sens, la présence d'un cachot militaire à Bena Mukamba. Sur place, ces agents de l'ordre arrêtent, bastonnent et gardent des gens autant des jours qu'ils veulent dans l'amigo.

Kongo-Central : 2 morts et 12 maisons détruites après la pluie à Lukala. D'après l'administrateur du territoire de Mbanza-Ngungu, Luc Makiadi, une centaine de personnes sont sans abris. Les deux morts ont été enregistrés au quartier Malueka, où deux avenues sont touchées gravement par ces inondations.

Equateur : l'ONG Cadil invite les autorités à assister les sinistrés des inondations de Lukolela. Le Centre d'appui pour le développement intégré de Lukolela (Cadil) a invité mardi 7 décembre les gouvernements provincial et national à apporter de l'assistance aux sinistrés de Lukolela, victimes des inondations depuis deux mois. Selon le coordonnateur de cette ONG, Papy Imboko, les victimes de ces inondations vivent dans des conditions précaires. Ils ont abandonné leurs maisons et manquent de tout. La population a besoin d'un appui sanitaire car avec la stabilisation du niveau des eaux, redoute-t-il, le territoire risque de connaître l'apparition et la propagation des maladies d'origine hydrique.

Ituri : 80 engins explosifs non explosés découverts en 2019, selon un rapport publié mardi 7 janvier à Bunia par Unmas, le Service d'action antimines de l'ONU. Selon Alfred Ayiko, responsable de ce service en Ituri, la plupart de ces mines ont été découvertes dans les territoires d'Irumu et de Djugu, théâtres des conflits armés.

Mwene-Ditu : le prix de maïs a presque doublé. Le prix du maïs a presque doublé dans la ville de Mwene-Ditu depuis quatre jours. La mesurette de 3 kg et demi, qui se vendait la semaine dernière à 2.800 francs congolais, coûte actuellement 4.500 francs. La nouvelle société civile section de Mwene-Ditu pointe du doigt l'entreprise Première Logistique (Premilog) d'être à la base de cette hausse. Selon cette structure citoyenne, elle achète des grandes quantités de maïs pour les distribuer aux victimes des événements malheureux de Kamuina Nsapu. La Fédération des entreprises du Congo (FEC) renseigne pour sa part que les enquêtes menées ont indiqué que cette hausse de prix de maïs était une spéculation entretenue par les marchands.

Tanganyika : 1350 ex-combattants reçoivent des kits de réinsertion socio-économique grâce à la Monusco. Un millier d'ex-combattants ont reçu mardi 7 janvier des kits agricoles et des bêtes d'élevage dans la localité de Nyemba située à 135 km au nord-ouest de Kalemie (Tanganyika). Ces kits de réinsertion socio-économique ont été remis dans le cadre du projet d'appui aux ex-combattants, financé par la Monusco et exécuté par la Commission diocésaine justice et paix (CDJP). La paix et le développement, c'est le cheval de bataille du gouvernement provincial dirigé par Zoé Kabila, affirme pour sa part le ministre provincial de l'intérieur, Dieudonné Kamona. Il met toutefois en garde les miliciens d'autres combattants réfractaires à la reddition. « Il y a un temps pour la guerre, un temps pour le développement. Que celui qui détient encore une arme la remette, c'est la dernière chance. Kaomba, ses jours sont comptés ».

Kongo-Central : remise et reprise à l'inspection provinciale de la police. Après trois ans passés à la tête de l'inspection provinciale de la police du Kongo-Central, le commissaire divisionnaire adjoint Ngoy Sengelwa a cédé mercredi 8 janvier à Matadi le bâton de commandement au commissaire divisionnaire adjoint Placide Nyembo. Ce dernier a dirigé pendant longtemps la police dans la province de Nord-Kivu. Le général Ngoy Sengelwa est muté au Maniema.

Unikin : les étudiants quittent les résidences universitaires. Le calme est revenu mercredi 8 janvier à l'Université de Kinshasa, après deux jours d'échauffourées entre policiers et étudiants. Sur le campus, beaucoup d'étudiants quittent les résidences universitaires. Ils obtempèrent à l'instruction du ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), Thomas Luhaka, qui leur avait accordé un délai de 48 heures pour évacuer les homes. Le départ se fait dans le calme à l'Unikin. Si les étudiants qui ont des parents à Kinshasa ont des maisons où ils seront logés avant le retour dans les résidences universitaires, ceux qui proviennent des provinces ont des yeux rouges. Des gouttes de larmes coulent sur leurs joues. Certains ne savent où aller.

Ituri : une centaine d'élèves soignés par la Monusco à Bunia. Le contingent marocain de la Force de la Monusco a organisé mercredi 8 janvier dans le cadre de ses activités civiles et militaires, des consultations médicales gratuites au Complexe scolaire Sainte Cécile à Bunia. Selon le médecin-capitaine, Benali Saad, une centaine d'écoliers de Sainte Cécile sur les 220 que compte cette école, ont bénéficié des consultations médicales, avec prescription et administration de traitements en fonction des données des examens. En cas de fièvre, un test rapide de malaria est fait.

La DGI va désormais prélever 15% sur les primes et avantages des fonctionnaires de l'Etat. La Direction générale des impôts (DGI) va désormais retenir à la source de 15% à titre de l'impôt professionnel sur les revenus (IPR). Ce montant sera prélevé sur toutes les primes et autres avantages pécuniers dont bénéficieront les fonctionnaires de l'Etat. « Ce n'est pas une nouveauté, cette disposition a déjà été prévue dans l'ordonnance-loi 69-009 ; du 10 février 1969, prévoyant en son article 87 que toutes ces primes fassent l'objet d'une imposition », rappelle-t-il. Selon Laurent Mabiala, cette décision est prise par souci d'équité car cet impôt était déjà appliqué sur les travailleurs du secteur privé.

Unikin : tout étudiant qui sera aux homes après jeudi 9 janvier sera considéré comme un infiltré (Police). La police rappelle qu'elle a reçu l'ordre de procéder au déguerpissement de tout occupant qui restera au home après le délai accordé par le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU). « La Police exhorte les parents et les tuteurs des étudiants résidents aux homes de leur demander d'évacuer volontairement avant le lancement de l'opération de déguerpissement », peut-on lire dans le communiqué de la Police.

Kasaï-Central : le général Fidel Caumba satisfait de la paix retrouvée après le phénomène Kamuina Nsapu. « Je pars satisfait, puisque la province a recouvré sa paix. Je suis arrivé ici le 14 août 2017. Il y avait encore les conflits de triste mémoire de Kamuina Nsapu, il y avait encore des poches de résistance. Avec mes amis du secteur opérationnel, nous nous sommes mis au travail. Nous avons fait l'essentiel et la province a retrouvé la paix (...) Il faut continuer à préserver cette paix, pour ne plus revivre des événements de triste mémoire de Kamuina Nsapu. Celui qui viendra continuera dans le même sens », s'est réjoui le général Caumba.

Beni : des miliciens attaquent un poste de lavage des mains de riposte contre Ebola, 3 morts. Des miliciens Maï-Maï ont attaqué dans la nuit de lundi à mardi 7 janvier 2020 une barrière de lavage des mains de la riposte contre la maladie à virus Ebola à Vulemai, dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. Selon la nouvelle société civile, le bilan de cette attaque fait état de trois assaillants tués et un militaire blessé. Les militaires de 2102ème régiment basés dans la zone ont été alertés et sont vite intervenus pour traquer ces assaillants.

Kasaï : un officier militaire condamné à mort pour le meurtre d'un commerçant à Luiza. La Cour militaire de l'ex-Kasaï-Occidental a condamné à mort, mercredi 8 janvier, le major Monga. Il est reconnu coupable du meurtre d'un commerçant à Luiza en fin d'année dernière. Trois autres personnes ont été condamnées dans ce dossier jugé en procédure de flagrance. Parmi elles, le major Apuka condamné à 20 ans de prison pour incitation de militaire à commettre un acte contraire à la loi. Le major Yav, reconnu coupable de menace d'attentat, écope de 12 mois de prison. Le dernier condamné n'est pas un membre des forces de l'ordre : Mbuji alias « Ninja ». Il écope de 5 ans de prison pour recel d'objets volés.

Unikin : aucune étudiante n'a été violée, affirme la Lizadeel. « Les policiers ne sont pas entrés dans les homes pour violer les filles, c'est du mensonge », affirme Joseph-Godé Kayembe, président de la Lizadeel, association de défense des droits des enfants et élèves. « On ne peut pas s'imaginer qu'au niveau de la formation universitaire, qu'on trouve des gens qui s'attaquent aux banques. A notre époque, nous avons aussi fait des revendications, jamais un étudiant ne s'attaquait aux biens publics. Cela démontre que soit, tout le monde n'est pas étudiant, soit ils sont infiltrés », estime-t-il. Le Conseil des

professeurs d'Universités au Congo (CPUC) dit prendre acte de la décision du gouvernement de suspendre les activités à l'Université de Kinshasa (UNIKIN). Ce syndicat estime que cette mesure était « nécessaire pour une accalmie. » Cependant cette structure demande aux autorités de trouver une solution globale et favorable à toutes les parties. Elle propose notamment de supprimer la prise en charge des enseignants par les parents.

Jeudi 9 janvier.

Lynchage de trois présumés bandits armés à Uvira. Ils étaient en pleine opération de vol dans plusieurs maisons lorsque des jeunes vigiles les ont surpris, avant de les lapider. Deux autres présumés bandits, parmi lesquels un mineur et une arme de guerre avec laquelle ils opéraient, ont été remis à la police jeudi matin par les habitants. Le commandant de la police à Uvira, a appelé la population à la retenue ; le temps pour la police d'enquêter sur l'identité de ces personnes tuées.

L'impôt professionnel sur le revenu sera prélevé sur les primes des fonctionnaires (Laurent Mabiala Umba). Toutes les primes et tous les autres avantages accordés par le trésor public aux cadres et fonctionnaires de l'Etat sont désormais assujettis à l'impôt professionnel sur le revenu à hauteur de 15%. Ce prélèvement obligatoire s'impose à toutes les institutions nationales, provinciales, locales et les instances politiques.

Ebola à Beni : un mort après un mois sans nouveau cas. Après quatre semaines sans cas positif, une nouvelle personne est morte mercredi 8 janvier à Beni de la maladie à virus Ebola aussitôt après avoir été dépistée. La responsable du pilier de surveillance de la riposte à cette maladie à Beni, docteur Bibishe, a profité de cette occasion pour demander à la population locale de livrer des bonnes informations sur tous les visiteurs en provenance de zones encore sous menace de cette maladie et de livrer de vraies informations en temps utile aux équipes de la riposte. Mais malheureusement ça n'a pas été le cas, a-t-elle déploré, « ça veut dire que nous avons des nouveaux contacts à Beni, des contacts que nous devons suivre pendant les 21 jours ». Elle a profité pour exhorter tous ces gens qui ont été en contact avec la victime « à ne pas se déplacer durant cette période de 21 jours, à accepter qu'ils soient suivis pendant ces 21 jours pour nous aider à contenir l'épidémie. »

Unikin : l'identification de « vrais étudiants » doit s'achever dans un bref délai (Gilbert Kankonde). « Les faits sont graves ! Nous savons que sur le site universitaire, il n'y a pas que des étudiants. Je m'adresse d'abord aux étudiants. Nos enfants doivent savoir que tout ce que nous recherchons, c'est leur bien. Et pour l'instant, c'est de leur permettre d'étudier dans de bonnes conditions. Et pour séparer les bons grains, des livrais pour nous permettre, pour permettre à nos différents services d'identifier et de savoir qui est étudiant et qui ne l'est pas », a expliqué Gilbert Kankonde. Cette identification va se faire de manière la plus rapide possible, a-t-il poursuivi, « pour permette de revenir et de continuer leurs activités académiques».

Atterrissage raté d'un avion militaire sud-africain : tous les passagers indemnes. L'appareil provenait de Beni avec 59 passagers à bord et 8 membres d'équipage. Tous sont sortis indemnes. « C'est un vol de l'armée sud-africaine, qui est un vol de soutien logistique aux casques bleus sud-africains qui sont déployés à Beni. Tous les passagers ont été évacués sains et saufs et aucune blessure majeure n'est à déplorer », a témoigné Matthias Gillman.

Julienne Lusenge parmi les 20 femmes influentes en 2019. Cette liste avait été publiée le 31 décembre dernier par l'ONU-Femmes. Selon Julienne Lusenge cette distinction se justifie, car cela fait 20 ans que l'ONG Solidarité des femmes pour la paix et le développement intégral (Sofepadi) œuvre pour lutter contre toutes sortes de violences faites à la femme. « Nous avons un hôpital à Bunia, qui offre des services holistiques aux femmes victimes des violences sexuelles. Nous avons installé des noyaux de paix où les femmes prennent le leadership dans les villages pour traiter les conflits communautaires. Mais aussi, faire des recherches sur les causes des conflits dans les communautés (...) Nous avons aussi initié des actions de réinsertion des victimes dans les communautés où les femmes arrivent à s'autonomiser, à être capable d'avoir l'épargne, à avoir des champs communautaires. Nous avons aussi fait beaucoup de plaidoyers sur la situation des femmes au Congo pour tenter de mettre fin à cette question de violences sexuelles qui ronge notre communauté », a-t-elle expliqué.

Nord-Kivu : l'armée dit avoir neutralisé plus de 1 300 miliciens en 2019, dans l'opération « Sokola 2 », pour traquer les groupes armés encore actifs dans les territoires de Masisi, Rutshuru, Nyiragongo et Walikale au Nord-Kivu. « Au regard des opérations lancées par le chef d'Etat-Major général, au niveau tactique, le secteur opérationnel Nord-Kivu Sokola 2 a neutralisé 1 388 combattants, et a récupéré 667 armes, tous calibres confondus », a détaillé le porte-parole des opérations Sokola 2, le major Ndjike Kaiko. Selon lui, ces opérations ont réduit la capacité de nuisance des 15 groupes armés différents d'où sont issus ces combattants neutralisés. Plus de la moitié de ces combattants neutralisés et armes récupérées, proviennent de 4 factions des groupes Nyatura. Sur la même liste, les FARDC reviennent sur les 16 leaders des groupes armés qui avaient été tués ou soit arrêtés, dont le feu général Sylvestre Mudacumura des FDLR/FOCA.

Maniema : la FEC invite les autorités à assainir le climat des affaires pour attirer les investisseurs. Le président de la FEC Maniema, Wasolela Ntonge Pierre a affirmé que l'insécurité et l'enclavement bloquent encore la croissance économique du Maniema. « Nous condamnons fermement les attaques à répétition dont a été victime l'entreprise minière Namoya Mining qui a même arrêté ses activités. Les conséquences néfastes de cette fermeture se font sentir sur plusieurs aspects de la vie socioéconomique », a-t-il fait savoir. Depuis que « Namoya Mining » a fermé ses portes, l'Etat connaît la perte des impôts et des taxes et plusieurs congolais sont de nouveau au chômage.

Kasaï-Central : l'armée enquête sur les tracasseries des populations par des militaires à Lusonge. L'armée a mis en place, jeudi 9 janvier, une équipe mixte, composée de l'auditorat militaire et du secteur opérationnel. Elle a but d'enquêter sur les allégations des tracasseries de la population par des militaires dans le secteur de Lusonge, dans le territoire de Demba au Kasaï-Central. En effet, des structures des droits de l'homme accusent certains éléments de l'armée de rançonner des citoyens dans cette zone. Selon le porte-parole du secteur opérationnel du Grand Kasaï, le lieutenant Pascal Mulumba, si certains hommes de troupes seraient impliqués dans les actes dénoncés, ils répondront devant la justice.

Unikin : des portes et vitres cassées dans les homes après le départ des étudiants. Dans quelques chambres visitées, des matières fécales sont visibles et des odeurs des urines accueillent les visiteurs. Quelques locaux ont pris feu. Un constat amer tout de même : certains étudiants vivaient dans des caves et leurs chambres étaient séparées par des tôles ou des planches. Les latrines sont impropres. Dans les auditoriums, les vitres, les bancs et les tables vétustes sont cassés et des plafonds troués. Des câbles électriques ont été également arrachés. Ce décor n'honore pas l'Unikin.

Vendredi 10 janvier.

Le PPRD lance une mobilisation générale contre la guerre asymétrique dans l'Est de la RDC. Le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) : « Les vellétés sécessionnistes n'avaient pas été acceptées par notre Constitution parce que l'article 1er parle d'un Congo un et indivisible. Aujourd'hui, qu'il y ait des Congolais qui pensent qu'on peut encore couper le pays en morceaux, si cela vient de l'extérieur, les Congolais ne se laisseront pas faire en voyant qu'il y a une cause d'un autre pays qu'il faut satisfaire, ça ne passera pas », a tranché Ferdinand Kambere. Il a aussi évoqué l'urgence de mettre la pression sur les chefs d'Etat des pays membres de la CIRGL, afin qu'ils s'abstiennent de soutenir des vellétés sécessionnistes contre la RDC comme l'interdit l'Accord cadre de paix d'Addis Abeba.

La lauréate du Prix de la policière des Nations unies appelle les déplacées de Djugu à sensibiliser leurs frères à déposer les armes. La lauréate du Prix de la policière des Nations unies pour l'année 2019, la commandante Seynabou Diouf demande aux femmes déplacées du site de l'ISP/Bunia de sensibiliser leurs frères à déposer les armes en territoire de Djugu. Selon cette policière sénégalaise de la MONUSCO, certains projets d'intérêt communautaires pourront être initiés en faveur de ces femmes dans leurs zones de retour. « On est partie sensibiliser les femmes pour le retour. Et le retour ne peut se faire sans la paix. Et une fois là-bas, qu'elles se mettent en associations et qu'elles nous disent en quoi on peut les aider pour qu'économiquement, elles soient autonomes. Ainsi, nous pourrions les aider par des projets, leur apprendre à faire du savon, leur fournir des machines à coudre et du matériel de première nécessité pour qu'elles apprennent la couture, mais aussi leur donner des semences, du matériel agricole pour qu'elles soient autonomes », a indiqué Seynabou Diouf.

Unikin : des étudiants sans familles à Kinshasa demandent de l'aide aux hommes de bonne volonté. Après l'évacuation des étudiants de l'Université de Kinshasa de leurs résidences estudiantines, beaucoup d'entre eux ne savent à quel saint se vouer. Ils disent n'avoir pas où aller car ils n'ont pas de familles à Kinshasa. Ces étudiants affirment passer la nuit à la belle étoile. Ils lancent un cri d'alarme aux autorités et aux hommes de bonne volonté pour leur venir en aide.

Kinshasa : au moins 100 sans-abris à la suite des inondations à Nganda Yala, commune de la N'sele. Les habitants de ce coin de Kinshasa déplorent le manque de canalisations sur le boulevard Lumumba et les grandes avenues de la cité. C'est la toute première fois que ce quartier connaît un tel désastre, affirme Willy Ngambu, enseignant et activiste des droits de l'homme. « Cette eau, au lieu d'aller jusqu'à la rivière N'sele, vient directement à la cité, parce qu'il n'y a pas des caniveaux. La cité est vraiment inondée », décrit Willy Ngambu. Une quarantaine de ménages sont sans abri. La paroisse catholique Saint Raymond, par exemple, et son dispensaire qui héberge des enfants malnutris baignent dans une flaque d'eau stagnante. Les paroissiens tentent malgré tout d'endiguer l'eau avec des sacs de sable pour sauver leur paroisse. Sans succès.

Bandundu : plus de 17 familles victimes d'incendie passent la nuit à la belle étoile. Plus de 17 familles victimes d'incendie de leurs maisons dans la nuit du 21 au 22 décembre, au quartier Salaminta à Bandundu ville, restent sans abris.

Selon une victime, ces familles passent la nuit à la belle étoile. D'autres ont trouvé abri dans les familles d'accueil pour se protéger des intempéries. Leurs enfants ont arrêté d'aller à l'école car tous les objets classiques avaient été consommés lors de cet incendie.

Dédoublement de l'AFDC-A : Modeste Bahati saisit Leila Zerrougui. Modeste Bahati Lukwebo veut rester le seul représentant d'une seule plate-forme politique dénommée Alliance des Forces Démocratiques du Congo et alliés (AFDC-A). Il a rencontré à Kinshasa Leila Zerrougui, la représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies en RDC. Il est parti lui demander de plaider pour que justice soit rendue dans cette affaire et qu'il soit rétabli dans ce qu'il estime être ses droits. Pour sa part, Mme Leila Zerrougui dit avoir pris connaissance de ce qui se passe dans ce dossier.

Ituri : la population s'inquiète de la libre circulation des miliciens de Codeco dans plusieurs localités de Djugu. Environ 200 assaillants en uniformes de l'armée et de la police sous la conduite de leur leader Ngujolo sont arrivés mercredi 8 janvier soir à Rethy pour les obsèques du colonel des Fardc, Peter Karim. Ils ont déterré puis inhumé son corps car, selon eux, cet officier a été enterré dans la précipitation par l'armée et sans respecter la coutume du défunt. Selon des sources locales, ces miliciens sont rentrés jeudi 9 janvier dans leur maquis vers Dhendo à bord de deux camions et ont tiré plusieurs coups de feu dans un marché. D'autres sont restés à Kpandroma et vivent sur le dos de la population qui vit dans la peur. Leur présence inquiète la population locale qui dit être victime de certaines exactions. Selon le porte-parole de l'armée en Ituri, ces assaillants sont sortis de la brousse dans le cadre de processus de paix initié par le gouvernement et ils sont sous contrôle des Fardc.

Tanganyika : 75 dossiers relatifs aux crimes internationaux restent sans jugement. Plusieurs crimes internationaux perpétrés lors de la première période du conflit entre les Twa et les Bantous, dans la province de Tanganyika restent sans jugement. La cour d'appel vient d'opter pour le lancement des avis de recherche à l'encontre des présumés auteurs de ces crimes. Pour les défenseurs des droits humains, il est important que l'instruction de ces dossiers reprenne, surtout que ces crimes se sont poursuivis au cours des trois dernières années. D'après la section Appui à la Justice de la Monusco, ces 75 dossiers ont été hérités du Parquet général de Lubumbashi qui avait commencé l'instruction. Le parquet général près la cour d'appel du Tanganyika serait sur le point de reprendre l'instruction grâce à l'appui de leurs partenaires.

Kinshasa : les habitants du quartier Mososo abandonnent leurs maisons inondées. Les habitants du quartier Mososo dans la commune de Limete ont déserté leurs maisons inondées dans les pluies qui tombent sur la ville de Kinshasa depuis trois jours. Pour ces sinistrés, le salut ne peut venir que du Président de la République Felix Antoine Tshisekedi, qui est aussi un « fils de Limete ». Pour ces victimes, la solution reste de curer la rivière Yolo pour prévenir ces inondations à répétition qui touchent ce coin de Limete.

Kongo Central : la route nationale n°16 risque de se couper au niveau du village Boko. L'administrateur du territoire de Madimba indique que ce tronçon est la colonne vertébrale de l'économie de la contrée. Il attend l'intervention du gouvernement provincial depuis le mois décembre de l'an passé, mais qui n'arrive toujours pas.

Restructuration du gouvernement du Kasai-Oriental : les femmes exigent d'être remplacées par d'autres femmes. Après la restructuration du secrétariat exécutif provincial que le gouverneur a opéré le week-end dernier, deux femmes ont été remplacées par des hommes. « Nous avons voulu rencontrer le Gouverneur de province pour lui exprimer notre indignation par rapport à la représentation de la femme dans la nouvelle équipe gouvernementale. Mais malheureusement, il nous a envoyé son Directeur de cabinet. Nous nous inquiétons car à cette allure, nous risquons de ne plus avoir des femmes au gouvernement ». Dans le memo transmis au gouverneur, elles lui ont rappelé l'article 14 de la Constitution qui met l'accent sur la parité ainsi que d'autres instruments juridiques.

Ituri : au moins 701 personnes tuées dans les conflits communautaires à Djugu entre 2017 et 2019 (BCNUDH). « Les enquêtes ont permis d'établir qu'au moins 701 personnes ont été tuées, 168 autres ont été blessées et 142 personnes ont été victimes des violences sexuelles au cours des vagues des violences successives (...) Ce que nous disons, ce qu'en réalité il y a eu des attaques planifiées, organisées d'une certaine ampleur et qui visaient de façon très claire des membres de la communauté Hema et dans une certaine mesure, les membres de communauté Alur, avec le but d'infliger les souffrances mais également de créer un traumatisme à longue durée en vue de les pousser au déplacement forcé », explique Abdoulaziz Thioye, directeur du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme.

Tshuapa : 25 morts dans un naufrage d'une pirogue motorisée à Ikela. Les sources parlent d'au moins 25 corps des victimes qui ont été repêchés, 19 survivants et des dizaines des disparus. L'information est donnée ce vendredi 10 janvier par le sénateur Jean-Laury Lilongo, élu de la Tshuapa. L'embarcation est une grosse pirogue d'une capacité de 40 passagers.

Arrivé au beach d'Ikela, l'embarcation va heurter un bac en stationnement. Et l'embarcation n'a pas résisté au choc, avant de couler totalement.

Butembo : Une journaliste violemment agressée et laissée pour morte par des hommes armés. Journaliste en danger (JED) exprime ses vives inquiétudes après la tentative d'assassinat, le jeudi 9 janvier 2020, d'une journaliste à Butembo, dans la province du Nord-Kivu (Est de la RD Congo), par des hommes armés en tenue militaire. Diverses sources ont rapporté à JED qu'Alicia Kapisa, Directrice de la Radio Communautaire Salama, station émettant à Butembo, a été attaquée, vers 19 heures, par deux militaires armés. Alors qu'elle revenait de sa rédaction sur une moto, la journaliste a remarqué qu'une autre moto transportant deux hommes en tenues militaires les poursuivait. Après avoir changé de moto et d'itinéraire, elle a remarqué ces mêmes hommes à ses trousses. C'est ainsi qu'elle a décidé de poursuivre son chemin à pieds avant que ses assaillants ne puissent l'attaquer. Menacée et neutralisée à l'aide des armes à feu pointées sur son front, Alicia Kapisa sera conduite vers un lieu très obscur où elle a été copieusement tabassée et laissée pour morte. Contactée par JED à partir de son lit d'hôpital, Alicia Kapisa a déclaré que ses agresseurs n'avaient pas besoin d'argent ou de ses biens matériels : « Peu avant de s'éclipser dans la nature, ils m'ont avoué qu'ils étaient en train de me filer depuis le matin. Selon eux, Ils ont été payés par quelqu'un que je connais bien pour m'ôter la vie pour des raisons non connues jusqu'à présent. L'un d'eux a refusé qu'ils puissent tirer sur moi. Ils m'ont tabassé à mort, blessé et torturé au point de perdre connaissance ». Journaliste en danger (JED) condamne cette tentative d'assassinat et demande aux autorités locales de Butembo de réagir fermement à la violente agression armée qui a visé cette journaliste. Pour JED, la situation sécuritaire a atteint un point extrêmement inquiétant dans le grand Kivu où plusieurs journalistes ont été déjà assassinés et le manque de suivi dans les investigations concernant ces meurtres entretient un climat d'insécurité pour les professionnels des médias. **(Journaliste en Danger JED)**

Samedi 11 janvier.

Ituri : 4 800 personnes sont sans abri à Mahagi à la suite des inondations dues au débordement du lac Albert. Environ 1 200 maisons sont détruites dans quarante-cinq camps de pêche dans les chefferies de Mokambo et Wangungu. Les eaux du lac Albert ont envahi une grande partie de terres fermes qui servaient de camp de pêches dans le territoire de Mahagi. Les victimes de cette inondation se sont déplacées dans des villages périphériques. Elles vivent dans des familles d'accueil et d'autres passent à la nuit à la belle étoile. Jusques là, les victimes n'ont pas encore bénéficié d'une assistance.

Mai-Ndombe : 100 maisons détruites à Nioki après le débordement de la rivière Mfimi. Des latrines, des boutiques et étalages sont endommagés. Cette situation est due au débordement des eaux de la rivière Mfimi. Plusieurs familles sont sans abris dans cette cité. Plusieurs familles, victimes de ce désastre ont perdu des bêtes comme des chèvres, ajoute-t-il. C'est depuis le mois de novembre 2019 que les habitants de Nioki ont commencé à constater le débordement des eaux de la rivière Mfimi et autres ruisseaux. Il n'y a jusque-là aucune intervention en faveur des victimes de cette inondation.

Ituri : onze morts dans la prison centrale de Bunia par manque de nourriture et médicaments, depuis le début du mois de décembre 2019. C'est depuis environ cinq mois que la prison centrale de Bunia ne reçoit plus de subventions du gouvernement national. Pour l'instant, la prison reçoit des interventions ponctuelles en vivres fournis par des Eglises et certaines personnes de bonne volonté. Ces moyens sont insuffisants pour couvrir les besoins des 1 350 détenus incarcérés.

Haut-Katanga : la police a arrêté plus de 280 criminels en une année. « La police a mis la main sur 289 criminels. Lors des échanges des tirs entre les malfrats et la police il y a eu sept bandits qui sont tombés. Malheureusement, de notre côté nous avons perdu trois policiers. Les quartiers qui ont été le plus touchés ce sont les quartiers de la commune annexe et là où il n'y a pas d'urbanisation. De janvier 2019 jusqu'à ce jour la police a récupéré 73 armes des mains des malfrats plus de 4 000 tentatives des vols ont été repoussés par la police », a détaillé le capitaine Charles Esperanto.

Unikin : le gouvernement réfléchit « rapidement » pour les cas des étudiants sans familles à Kinshasa. « Je déplore sincèrement la situation qui arrive aux étudiants qui n'ont pas de familles à Kinshasa. Mais il y avait des impératifs sécuritaires. On a découvert des armes, des quantités énormes de chanvres et de la drogue. On avait raison de lancer cette opération », a rappelé Thomas Luhaka, le ministre de l'enseignement supérieur. Le ministre Luhaka reconnaît que les résidences estudiantines sont délabrées et qu'une réhabilitation s'impose. « Nous ne pouvons pas, par décence et par responsabilité, permettre que nos enfants retournent vivre dans ces conditions. C'est ainsi que le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a instruit le gouvernement de commencer les travaux de réhabilitation des résidences des étudiants à l'Université de Kinshasa ».

Dimanche 12 janvier.

Beni : 40 ADF tués dans les opérations militaires initiées par les Fardc, parmi lesquels 5 de leurs leaders. Des armes et munitions ont aussi été récupérées. « Cette victoire sur le mal c'est le fruit de travail de tout le monde. Après la conquête de Mapobu, après la conquête de Madina, vous êtes en train de comprendre que nous sommes en train d'aller petit à petit vers Kamango. Il faut retenir le message le plus essentiel : l'union fait la force. La victoire, on la partage, c'est la victoire de tout le monde », L'armée dénonce le comportement des Maï-Maï, qui servent « des béquilles » aux ADF.

Félix Tshisekedi aux étudiants : « Donnez une image digne de futurs cadres ». Vingt étudiants de la coordination nationale et de la section Kinshasa ont été reçus samedi soir par le Président Félix Tshisekedi à Kinshasa. Le Président Tshisekedi a condamné les comportements des étudiants lors des échauffourées qui les ont opposés aux policiers alors qu'ils exigeaient la baisse des frais académiques. « Plus jamais ça. Donnez une image digne de futurs cadres », a déclaré d'un ton grave le Président Tshisekedi. Il a annoncé la réfection des homes et demandé un recensement des étudiants de l'intérieur. Invités à une introspection, les délégués des étudiants ont annoncé un travail de conscientisation. Ils ont promis, à la reprise des activités académiques, de faire signer « un acte d'engagement à protéger et à ne pas détruire le patrimoine commun ».

Le consulat général de la Belgique à Lubumbashi rouvre ses portes au public lundi. Le Consulat général offrira l'ensemble des services consulaires tels que la légalisation, la délivrance de passeports et de cartes d'identité, ainsi que l'assistance consulaire et sécuritaire aux Belges résidant dans les provinces du Haut-Katanga, Tanganyika, Haut-Lomami et Lualaba. Le Consulat Général est également compétent en matière de délivrance de visa Schengen (Belgique et 14 pays Schengen) et long séjour (Belgique et Grand-Duché de Luxembourg). <https://www.cev-kin.eu/fr>

La Cime appelle la population à appuyer l'armée et la Monusco pour mettre fin à la guerre dans la partie Est. « Trop de sang a coulé dans l'Est de la RDC et cela a trop duré », a déclaré Delphin Elebe Kapalay, président de la Commission d'intégrité et médiation électorale (Cime), une structure des confessions religieuses. Il demande également au gouvernement de la RDC d'améliorer rapidement le vécu quotidien du peuple congolais.

Bukavu : 7 morts à la suite d'une pluie diluvienne. Les 6 premières victimes sont enregistrées sur l'avenue Bourguignon Anciens combattants III Muhungu où une maison s'est écroulée et a emporté deux autres. Les recherches se poursuivent pour retrouver les corps de 4 personnes tuées dans cet éboulement. Une femme a été emportée par les eaux de pluie et n'a pas survécu à ce choc.

Butembo : la société civile demande au BCNUDH de porter son attention sur les tueries de Beni. Cette demande contenue dans un message de vœux signé samedi 11 janvier, est consécutive à la production du rapport par ce bureau sur les tueries du peuple Hema en province de l'Ituri.

Bunia : la Monusco lance les travaux de réhabilitation route Bunia-Kasenyi. Ces travaux qui sont exécutés par le contingent népalais de la Monusco consistent à rouvrir la chaussée qui était envahie par les eaux de la rivière Kisege. En première phase des travaux, les génies népalais de la Monusco ont d'abord rouvert le passage aux petits véhicules et des motos pour permettre la reprise de la circulation entre Kasenyi et Bunia. La deuxième phase consiste à réhabiliter la chaussée avec la terre battue tout en installant des buses pour faciliter le passage de l'eau.

Maniema : les Fardc reprennent le contrôle de la commune rurale de Salamabila. Des affrontements intenses ont opposé les FARDC et les Maï-Maï Malaika dans la commune de Salamabila toute la journée de Samedi 11 janvier. Les combats se sont poursuivis toute la nuit jusqu'à ce dimanche matin autour de 10 h locales. La société civile et l'autorité communale confirment que les FARDC contrôlent en ce moment toute la ville. Les sources locales indiquent que les parents ont récupéré ce matin, leurs enfants qui étaient partis à l'école samedi. Ils étaient pris entre les deux feux. Elles évoquent également des déplacements massifs des populations.

Lundi 13 janvier.

Kinshasa : l'interfédéral de l'UDPS exige la mise en vigueur des structures anti-corruption. Le porte-parole de l'interfédéral du parti à Kinshasa, Me Didier Kondo rappelle que Félix Tshisekedi a déjà créé quelques structures anti-corruption, citant notamment l'agence pour la lutte contre la corruption, agence pour le changement des mentalités et l'agence pour la lutte contre la traite humaine. Il a invité tous les Congolais, toutes tendances confondues, à soutenir et à accompagner le Président de la République dans son programme d'instaurer un état de droit en RDC. Me Kondo exhorte le

Président de la République, à renforcer toutes ces structures de lutte contre la corruption et les antivaleurs, en vue de mobiliser les fonds à même de lui permettre de réaliser son programme d'action.

Rusthuru : cinq morts dans un accident de circulation entre Jomba et Bunagana. Le véhicule de la marque Toyota Fusso provenait de Bunagana vers Kiwanja avec plusieurs marchandises et passagers à bord. Arrivé vers Rangira, il s'est renversé à la suite de la défaillance du système du freinage. Cinq personnes seraient mortes sur-le-champ et une vingtaine de personnes ont été grièvement blessées.

Ituri : les déplacés de Djugu regagnent leurs villages. La société civile de ce territoire, affirme que les sites de déplacés se vident progressivement de leurs occupants. Il s'agit des camps de Lodda, Blukwa et Drodoro. Les activités économiques, scolaires et sanitaires ont également repris dans plusieurs localités. Ces retournés ont repris les activités champêtres. Mais leurs conditions de vie restent précaires. Leurs maisons ayant été détruites ou incendiées, ils sollicitent l'appui du gouvernement et de ses partenaires. Ces avancées sont le résultat du processus de paix initié dans la zone depuis environ deux mois par le gouvernement provincial.

Kinshasa : le saut-de-mouton du rondpoint Mandela prend forme. Le saut de mouton du rondpoint Mandela dispose depuis le dimanche 12 janvier de son pont qui constitue la superstructure de cet ouvrage. Selon le Directeur Général de l'office des voiries et drainages (OVD), les travaux de rechargement des rampes de part et d'autre du pont sur le boulevard du 30 juin vont s'effectuer sur cet ouvrage destiné à réduire les bouchons dans la circulation routière. « Tous les chantiers de saut-de-mouton évoluent bien. Le financement n'est pas le même que celui de pompage qui avait été financé à 100% » Le saut-de-mouton du rondpoint Mandela est le plus grand de tous avec 340 mètres.

Sud-Kivu : 13 morts à la suite d'une pluie à Bukavu. Selon le maire de la ville de Bukavu, dans la commune d'Ibanda, on a enregistré 9 morts à la suite d'éboulement de terre et à Kadutu 3 personnes ont trouvé la mort. A Bagira, un enfant a aussi été tué. La pluie tombée le samedi soir a causé des dégâts considérables : le glissement de terre a entraîné la destruction de plusieurs maisons. A Kadutu, la route nationale numéro 2 allant de Bukavu vers Walungu et Mwenga a été coupée à la sortie de Bukavu près du lycée Wima. Le maire de la ville demande aux automobilistes de passer par la route Essence - Maria Kachelewa. La route du lycée Wima présente ainsi un danger et la réparation ne pourra intervenir qu'après une étude sérieuse.

Butembo : un dépôt de carburant parti en fumée. Ce dépôt contenait cinq fûts de carburant et était situé dans une parcelle où logeaient des familles qui ont été sauvées grâce à l'intervention du camion anti-incendie de la Monusco qui a maîtrisé le feu. La population appelle les autorités à doter la ville d'un camion anti-incendie pour faire face à ce genre de catastrophe.

Tshopo : la police interdit une marche des motocyclistes et des vendeurs des marchés de Kisangani. Cette réaction est consécutive aux informations qui circulent depuis le weekend dernier annonçant l'organisation d'une marche lundi 13 janvier par les motocyclistes qui ne veulent pas payer les plaques d'immatriculation de leurs engins et les documents. Les vendeuses et vendeurs du marché eux protestent contre l'augmentation des taxes d'étalage passées de 300 à 500 FC.

Ebola : 3 nouveaux cas enregistrés à Beni après une période d'un mois sans cas positif. Selon la responsable de surveillance à la sous-coordination de Beni, docteur Bibiche Matadi, tous ces nouveaux cas positifs proviennent de la zone de santé de Mabalako et leur prise en charge est effective. « Pour tous les contacts qui sont dans la ville de Beni et qui sont dans la zone de santé de Beni, ils sont en train d'être suivis. Nous en profitons pour demander à tous ceux qui sont listés comme contacts autour de tous ces cas, de ne pas se déplacer, de rester sur place et d'accepter le suivi de 21 jours »

Félix Tshisekedi et le cardinal Ambongo échangent sur les préparatifs de la visite du Président congolais au Vatican. Le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est attendu à Vatican, dans les prochains jours, pour une visite officielle auprès du Pape François. Les préparatifs de cette mission officielle ont été évoqués au cours de l'audience que le Chef de l'État a accordé au Palais de la Nation, au cardinal Fridolin Ambongo. Par ailleurs le Cardinal Ambongo a également fait rapport au chef de l'État de ses constats après sa visite de compassion dans la province du Nord Kivu, principalement dans la zone de Beni- Butembo.

Ituri : 8272 déplacés vivent dans les conditions précaires au village Mwanga. Au total 2757 hommes et 5515 femmes ont fui les récents combats entre les forces loyalistes et des hommes armés non identifiés. Parmi les femmes, il y a 308 qui sont enceintes et 289 qui allaitent. Selon le rapport de la Coordination provinciale de la protection civile, ces personnes sont localisées sur plusieurs axes dont Magalabo, Saoli, Mwanga, Gandeï, Saliboko et Zanaki. Elles proviennent des localités

Makabo-ngongo, Ndikadhu, Sumbabo, Kabisabo, Kasiga, Gbodhu, Soloya et Lipri. Les conditions de vie de ces déplacés sont très précaires. Ils n'ont pas de vivres et de logement. Beaucoup sont hébergés dans des familles d'accueil.⁴

Martin Fayulu : « On a l'impression que le projet de la balkanisation s'est accéléré ». « Nous sommes indignés par le projet de balkanisation de notre pays et nous voulons dire que nous sommes contre ce complot. Nous marchons pour que tout le monde sache que le peuple congolais ne laissera jamais son pays être balkanisé. On a l'impression que la balkanisation s'est accéléré, le processus s'est accéléré. Il faut l'arrêter vite. Apparemment les auteurs n'arrêtent pas, ils continuent. Il faut les arrêter », dénonce Martin Fayulu.

Mardi 14 janvier.

Sud-Kivu : le général Gaby Boswane appelle la presse à soutenir les Fardc dans l'opération Sokola 2. « Je sais que la presse, c'est le quatrième pouvoir. La presse est une grande arme. Alors si vous êtes derrière les actions du gouvernement, les actions de l'armée et de la police ainsi que de leurs services spécialisés, je crois que cela va aussi aider la population pour comprendre et d'être derrière nous », a déclaré le général Boswane, le nouveau commandant de l'opération Sokola 2 au Sud-Kivu. Selon lui, la guerre que les FARDC mènent actuellement est celle de la « conquête d'esprit. » Par ailleurs, il a indiqué que l'armée régulière contrôle désormais la situation dans les hauts plateaux du territoire de Fizi.

Les bastions des ADF récupérés par les Fardc, foyers de transit et de formation. Mayangose. C'est un bastion situé à une dizaine de km Nord Est de la ville de Beni. Il est présenté par les sources sécuritaires comme un point de transit des recrues ADF qui se dirigeaient dans le triangle dit de la mort entre les localités de Mbau, Kamango et Eringeti. Le campement de Mwalika se trouve dans la forêt du territoire de Beni. Il était utilisé comme le centre de formation des combattants ADF qui attaquent les grandes agglomérations de la région. Chochota, une vallée également sous contrôle de l'armée était un campement relais des ADF permettant la traversée de la nationale numéro 4 pour mener des opérations de pillage et de ravitaillement à Oicha, Kokola, Mamove et Eringeti. Quant à Medina, il est présenté depuis plusieurs années comme le quartier général des ADF. Le défi actuel de l'armée serait de consolider ses positions dans ces bastions conquis et identifier le campement où se trouverait Seka Baluku, l'actuel chef des ADF et certains de ses collaborateurs.

Butembo : interpellation des « groupes de prières » suspectés d'endoctriner les jeunes au radicalisme religieux. Le maire de la ville de Butembo, Patrick Tsiko, a indiqué que les services de sécurité ont interpellé la semaine dernière plusieurs « groupes de prières », opérant dans cette région du Nord-Kivu. « La population devra faire très attention. Depuis que nous connaissons cette insécurité devenue chronique, il y en a qui se sont radicalisés dans leur foi. Certaines personnes pensent qu'il y a le radicalisme islamiste qui risque de s'installer ici. Nous craignons aussi qu'il y ait une autre forme de radicalisme basé sur les religions, et les gens risqueraient de se faire la guerre au nom de la religion ».

Maniema : 12 morts dans des affrontements entre les Fardc et les Mai- Mai à Salamabila. Selon la société civile qui donne ce bilan, 8 civils, 3 militaires et un milicien sont comptés parmi les victimes. 16 maisons ont été détruites et environ 210 boutiques pillées. Le bourgmestre de Salamabila, s'inquiète que plusieurs familles passent la nuit à la belle étoile et d'autres sont sans nouvelles de leurs enfants partis à l'école depuis samedi 11 janvier, jour du début des affrontements.

Haut-Uele : 23 morts et 245 kidnappés à Dungu en 2019, selon l'ONG COPADH. Les personnes décédées ou kidnappées l'ont été au cours des 182 embuscades tendues par les présumés LRA. Ce rapport indique également que 104 personnes ont été relâchées alors que bien d'autres sont portées disparues jusqu'à ce jour. Par rapport aux droits humains, la COPADH fait état de 86 cas de violences sexuelles dont 62 relatifs aux viols sur mineures. L'ONG relève 92 cas de non-respect de la procédure en matière d'arrestation et de détention par la police nationale congolaise.

Lomami : baisse du prix de maïs à Mwene-Ditu. La mesurette de trois kilos et demi qui se vendait une semaine plus tôt à quatre mille cinq cents francs congolais coûte actuellement deux mille trois cents francs voire deux mille francs congolais. Le conseil de sécurité urbain a pris des mesures contre l'entreprise dénommée Première logistique (Premilog), accusée d'être à la base de la hausse du prix de cette denrée. En effet, Premilog avait acheté une grande quantité de ce produit sur les marchés de Mwene-Ditu et ses environs, occasionnant sa rareté sur le marché et par conséquent l'augmentation de son prix.

Ituri : 2 morts et 7 blessés dans les combats de Djugu. Deux assaillants tués et cinq autres blessés ainsi que deux militaires des FARDC blessés, lors des combats qui opposent depuis lundi 13 janvier les forces loyalistes et le groupe armé Codeco au village de Tsoro en secteur de Walendu Djatsi dans le territoire de Djugu (Ituri). Les Fardc font le ratissage pour neutraliser ces assaillants qui sont en débandade. Ces combats ont entraîné le déplacement de plusieurs familles dans la

région. Il s'agit de Pimbo sur la RN 27 qui est presque vidé de ses habitants dont certains ont trouvé refuge au centre commercial de Largu.

Matadi : les militants de la Lucha en garde à vue au parquet général. Arrêtés en pleine manifestation, ces activistes étaient munis des bougies, allumettes, torche et calicot dans les rues de la ville. D'après des autorités provinciales, au moment de leur arrestation, ces militants détenaient les bidons d'essence pour mettre le feu au bâtiment abritant le gouvernorat de la province. Les activistes, eux, soutiennent que leur manifestation visait à souhaiter un aller sans retour au gouverneur de la province, Atou Matubwana. Ce dernier était invité lundi 14 janvier à Kinshasa avec trois autres gouverneurs pour parler avec le vice-Premier ministre de la Justice de la controverse entourant leurs déchéances par leurs assemblées provinciales.

Le directeur de la prison centrale de Mbuji-Mayi suspendu. Il est reproché au gardien de cette maison carcérale, l'outrage au Chef de l'Etat, et le détournement de la ration alimentaire des détenus. Sa suspension est accompagnée de l'ouverture d'une action disciplinaire. Il lui est également reproché d'invectiver à maintes reprises les détenus de cette maison carcérale, pour n'avoir pas voté un des candidats présidents de la République, lors des élections de décembre 2018.

Bukavu : le SYECO toujours opposé à la prise en charge des enseignants par les parents. Le syndicat des enseignants du Congo s'oppose à la prise en charge des enseignants dits nouvelles unités (NU) et les non-payés (NP) par les parents tel que convenu lors de la réunion entre le gouverneur de province, les syndicats des enseignants catholiques, protestants et l'association des parents. Pour le SYECO, il s'agit du retour à la prime et le sabotage de la gratuité prônée par le Chef de l'Etat. Le président de l'Anapeco/Sud-Kivu propose au gouverneur de province d'insérer des frais dérisoires dans la nomenclature des taxes sur la bière et le carburant pour payer provisoirement les 23 000 enseignants qui ne touchent pas encore leurs salaires au Sud-Kivu.

Les Fardc mettent en place des mécanismes solides pour consolider leurs victoires sur l'ennemi (ADF). Un centre de coordination des opérations demeure en alerte à l'aide des numéros verts par lesquels les populations peuvent signaler tout mouvement ou planque des criminels. En plus des militaires, des effectifs des policiers sont renforcés pour mieux sécuriser les populations. Par ailleurs, concernant les attaques des forces qualifiées de supplétives par l'armée notamment les combattants Maï-Maï, l'Etat-major général affirme que son unique mission demeure la neutralisation et l'anéantissement de toutes ces forces négatives.

Une manifestation d'étudiants de l'ISTA étouffée par la police à Goma. Ils voulaient manifester pour dénoncer la mort de leur collègue assassiné la nuit de dimanche à lundi au quartier Himbi. La victime, qui était aussi employée dans une société de gardiennage de la place, a été retrouvée égorgée par des inconnus sur son lieu de travail. L'objectif de la manifestation était d'interpeller les autorités sur cette nouvelle forme d'insécurité qui prend des allures inquiétantes à Goma.

Haut-Katanga : le prix de la farine de maïs ne baisse pas malgré l'implication des autorités. A ce jour, un sac de 25 kg qui coûtait 18.000Fc se vend à plus de 40.000 Fc. La farine commandée par le gouvernement provincial, vendu à un prix réduit est loin de satisfaire les besoins locaux et très peu des gens y ont accès. C'est depuis plusieurs mois maintenant que les Lushois assistent impuissants à la montée en flèche du prix de la farine de maïs sur le marché local. Selon les opérateurs économiques, des missions ont été effectuées en Zambie par les autorités nationales et provinciales pour trouver une solution à cette question car la farine de maïs est l'aliment de base dans la province. La farine importée se vend à 25 000 Fc pour un sac de 25 kg. Cela justifie la ruée des Lushois vers les différents points de vente de cette denrée de première nécessité ouverts dans toutes les communes. Malheureusement, la cargaison commandée est loin de résoudre les besoins locaux.

Prison de Beni : libération de 13 manifestants arrêtés depuis le mois de novembre. Ces personnes ont été arrêtées par la police et les militaires Fardc au cours des manifestations organisées pour dénoncer l'inaction de la Monusco et les tueries des civils dans la région de Beni. Leur libération est intervenue après le plaidoyer du Bureau Conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme de la Monusco. Ces 13 personnes parmi lesquelles se trouvaient trois mineurs âgés de 16 et 17 ans étaient poursuivies par la justice militaire pour rébellion et association des malfaiteurs.

Mercredi 15 janvier.

Les gouverneurs et les présidents des quatre provinces en crise ont été appelés à « travailler pour l'intérêt de la République ». « Il nous a été rappelé les prérogatives qui nous incombent. Vous savez que nous devons travailler pour la République, pour les biens des citoyens et trouver des solutions à tous les problèmes qui peuvent se poser dans nos

provinces (...) Nous allons poursuivre ces réunions demain. Elles seront par province : par gouvernements provinciaux et assemblées provinciales. Nous pensons que cette période de crise doit passer et que nous devons travailler en parfaite collaboration pour le bien de nos populations», a rapporté Jean Bamanisa, gouverneur de l'Ituri. Les provinces en crise qui se sont rencontrées avec le ministre de la Justice sont : Haut Lomami, Kongo central, Ituri, Sankuru. Dans toutes ces quatre provinces, les assemblées provinciales et les gouverneurs sont en conflits.

Ituri : quatre agents de riposte contre Ebola grièvement blessés dans une attaque des jeunes munis d'armes blanches. Des manifestants en colère, munis d'armes blanches, ont agressé lundi 13 janvier une équipe de riposte contre Ebola à Bandimwame, localité située à 32 km de Mambasa-centre (Ituri). Sept agents étaient à bord d'un véhicule lorsqu'ils ont été attaqués. Quatre parmi eux ont été grièvement blessés et ont été acheminés à l'hôpital de Nyakunde à 45 km de Bunia. Les trois autres agents de riposte qui étaient à bord du véhicule ont fui dans la forêt. Des jeunes en colère soupçonnaient l'équipe de riposte d'avoir mutilé le corps d'un enfant mort au centre de traitement d'Ebola à Mambasa. Le coordonnateur de la riposte en Ituri, Christoph Shako, indique plutôt que ces agents se rendaient à Bandimwame pour procéder à l'enterrement sécurisé d'un enfant mort au Centre de traitement d'Ebola de Mambasa. De son côté, l'administrateur du territoire de Mambasa demande à la population de ne pas céder aux rumeurs pour commettre des violences contre l'équipe de riposte.

Evêque Placide Lubamba sur l'insécurité à Salamabila : « On n'a pas besoin des morts ». Il a réagi, mardi 14 janvier, sur l'insécurité qui sévit dans la cité de Salamabila dans la province du Nord-Kivu. Une dizaine de personnes ont été tuées le week-end dernier dans les affrontements entre l'armée et des miliciens. « On ne peut pas s'affronter comme ça en pleine cité, en exposant la population. (...) Tous ces groupes armés ne font que martyriser la population. Parce que quand il y a des affrontements, ce sont les civils qui en sont victimes. Nous déplorons cette situation parce qu'on aimerait avoir la paix. Ce qui se passe à Salamabila est inacceptable », a déclaré l'évêque Lubamba, qui couvre le Sud du Maniema et une partie du Sud-Kivu. Il a également lancé un appel aux autorités compétentes et à toutes les parties prenantes au conflit à un dialogue pour épargner les vies humaines : « C'est pour cela que le gouvernement et ceux qui ont pris les armes du côté de Salamabila devraient se mettre au tour d'une table pour mettre fin à ce conflit, puis que nous en avons marre de compter les morts, d'entendre les armes crépiter. Les gens ne vont plus au champ, les élèves ne vont plus à l'école ; donc on est bloqué ».

Beni : rebelles ADF, bandits armés et miliciens infiltrent la population, le maire appelle à la vigilance. Selon le maire de la ville de Beni, Nyonyi Bwanakawa, la ville de Beni subit donc une triple menace des ADF, des bandits armés ainsi que des miliciens Maï-Maï, au moment où les FARDC sont en opération de grande envergure contre tous ces groupes armés dans la région. « Nous demandons à la population entière d'être vigilante. Toute personne qui était portée disparue au niveau de la ville depuis très longtemps, et que c'est en cette période qu'elle rentre en ville, la population doit être en même temps de nous communiquer : il y a mon voisin tel qui est retourné, on ne savait pas là où il était, il est question que nous lui demandions s'il était à Butembo ? Il était à Goma ? ou il était à Madina », a indiqué le maire Nyonyi. Il estime que les efforts des FARDC seront annihilés si les rebelles des ADF et autres miliciens vivent avec la population.

Près de 43 millions USD d'aide du Canada pour plusieurs activités, dont le traitement à virus Ebola. La ministre canadienne de Développement international, Mme Karina Gould a indiqué que le soutien de son pays, le Canada, se traduira par une aide alimentaire et nutritionnelle aux plus vulnérables. « Cette aide comprendra également un soutien aux soins de santé et en approvisionnement en eau potable. Elle comprendra aussi la fourniture d'abris et des services de protection », a expliqué Mme Karina Gould. Selon elle, le Canada reconnaît l'importance d'assurer les soins de santé primaire de qualité et solides pour contrer d'autres effets des maladies tout aussi dévastatrices comme le choléra et la rougeole.

Ituri : six policiers tués dans une attaque d'un commissariat à Irumu-centre. C'est vers 23 heures locales, qu'une dizaine des personnes lourdement armées a pris d'assaut le Commissariat de la Police nationale congolaise (PNC) d'Irumu-centre sur la Route nationale numéro 27. Ces hommes armés ont ouvert le feu sur les six policiers qui étaient en train de manger. Tous sont morts sur place. Les malfrats ont ensuite saccagé le commissariat de la Police en emportant tous les biens de valeur et deux armes du type AK 47.

Nord-Kivu : 8 personnes tuées dans une attaque des présumés FDLR à Kinyandonyi. Parmi les victimes figurent 4 personnes d'une même famille. Il s'agit du père, de la mère et de leurs deux enfants. « Nous demandons aux FARDC et au gouvernement d'avoir un œil vigilant sur le territoire de Rutshuru, mais également de traquer tous ces bandits. Pour l'instant les groupes armés à Kinyandonyi, à Kisheguru et à Katuiguru ont encore réoccupé leurs anciennes positions ».

L'OMS satisfaite de l'engagement de la RDC pour la couverture sanitaire universelle. Le représentant de l'OMS en RDC, Dr Sambou Bacary, s'est dit satisfait de l'engagement du Président de la République, Félix Tshisekedi, pour la

couverture sanitaire universelle. « Il est rare de voir un engagement politique en matière de couverture à ce niveau-là. Et c'est ça qui encourage l'OMS est en train de s'investir le maximum possible après du ministère de la sante et auprès des autres ministères qui vont intervenir pour s'engager dans la couverture sanitaire universelle ».

Les nouveaux responsables de la Police au Lualaba et Haut-Katanga sollicitent la collaboration de la population. Les nouveaux responsables de la Police nationale congolaise des provinces du Lualaba et du Haut-Katanga sollicitent la collaboration de la population pour mener à bien leurs missions de protection des personnes et de leurs biens. Au cours de la cérémonie de prise d'armes organisée mardi à Kolwezi le numéro un de la police dans le Lualaba a mis l'accent sur la discipline et la collaboration avec la population pour mener à bien sa mission. Dans le Haut-Katanga, c'est le général Louis Segond Karawa qui trouve sur sa table plusieurs dossiers dont celui de la criminalité qui met en mal le vécu de la population de grandes villes telles, Likasi, Kasumbalesa et Lubumbashi.

Les médecins du SYMECO menacent d'aller en grève. « Depuis que le cahier de charges a été déposé, il n'y a pas eu de suite. Raison pour laquelle les médecins ont tenu des assemblées générales et des conseils provinciaux à l'issue desquels il a été demandé au bureau exécutif national de déposer un préavis de grève de 6 jours ouvrables à dater de ce jour et expire le 25 janvier 2020 », a affirmé Dr Juvenal Muanda, secrétaire exécutif du SYMECO. « A défaut des négociations, les médecins seront appelés à enclencher la grève mais aussi à imputer au gouvernement de la république la responsabilité de toutes les conséquences fâcheuses éventuelles de cette grève », a-t-il ajouté. Au nombre de leurs revendications figurent entre autres la paie de tous les médecins non payés au cours de l'exercice budgétaire 2020, la promotion aux grades et la paie de chaque médecin à son grade statutaire.

Tshopo : les enseignants nouvellement engagés seront payés à la fin du mois de janvier. Le vice-ministre a assuré que tous les enseignants non-payés, ont également été pris en charge par le gouvernement et seront payés aussi à la fin du mois. « Par rapport aux nouvelles unités, on est train de les identifier une fois qu'ils seront identifiés, ils seront tous payés. Le gouvernement a tenu parole, avec le ministre provincial nous harmonisons pour que les nouvelles unités puissent être épaulé par les établissements », a-t-il expliqué. Le vice-ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et Technique a affirmé que la gratuité de l'enseignement primaire est en train de réussir. Le vice-ministre a annoncé la construction d'environ 6 000 salles de classes équipées en ordinateurs dans toute la République. Mais dans les trois ou quatre mois 316 salles de classe seront construites dans un premier temps.

Unikin : « Les étudiants étaient logés dans des conditions inhumaines sur le campus ». « Ce qui est déplorable ce que les infrastructures de l'université de Kinshasa sont dans un état de délabrement très avancé. On voit bien qu'on a besoin de réhabiliter tous ces bâtiments. C'est le plus grand campus universitaire que nous avons dans notre pays (...) On ne peut pas accepter que nos enfants reviennent habiter dans ces conditions. Il y a une nécessité de lancer les travaux qui ne vont pas s'arrêter là-bas. Nous profitons de ces événements comme les bâtiments sont libres pour accélérer les travaux », déplore le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU) Thomas Luhaka, lors de la visite effectuée sur cette institution universitaire. En ce concerne la reprise des activités académiques, le ministre assure que des organes attirés ont été chargés de gérer ce problème.

Leïla Zerrougui : « Il n'y a personne qui a des visées territoriales sur le Congo ». communauté internationale, que ce soit chez les voisins qui a des visées territoriales sur le Congo », a affirmé mercredi 15 janvier la Représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU en RDC, Leïla Zerrougui. « Est-ce que vous avez des Congolais qui veulent se séparer du Congo et créer un Etat ? » s'est-elle interrogée. L'opposant Martin Fayulu et le Cardinal Fridolin Ambongo ont alerté sur le risque de balkanisation de la RDC. Lundi 13 janvier, Fayulu affirmait que le plan s'était accéléré, alors que le prélat catholique évoquait le danger de balkaniser le pays. Mme Leïla Zerrougui se demande, à ce sujet, comment on peut balkaniser le Congo si on n'a pas pu le faire au moment où il n'y avait même pas l'autorité de l'Etat. Elle a aussi mis en exergue tous les progrès réalisés par les FARDC dans l'Est avec l'appui de la MONUSCO pour la stabilisation et la sécurisation du territoire national.

www.africafundacion.org



conecta con África



conecta con África



conecta con África



informaci[ON]
ilus[ON]
difusi[ON]
concienci[ON]
pasi[ON] [ON]



conecta con África



conecta con África



conecta con África